

R U N G E

**Contre
la loi raciste**
(page 9)

PARADE CHEZ LIBERTY-FRIC

Liberty-fric

Le monde vient de vivre à l'heure d'un super-show, autour de Miss Liberty. Mais au pays de Reagan, la liberté n'a pas le même sens selon qu'on soit riche ou sans le sou.

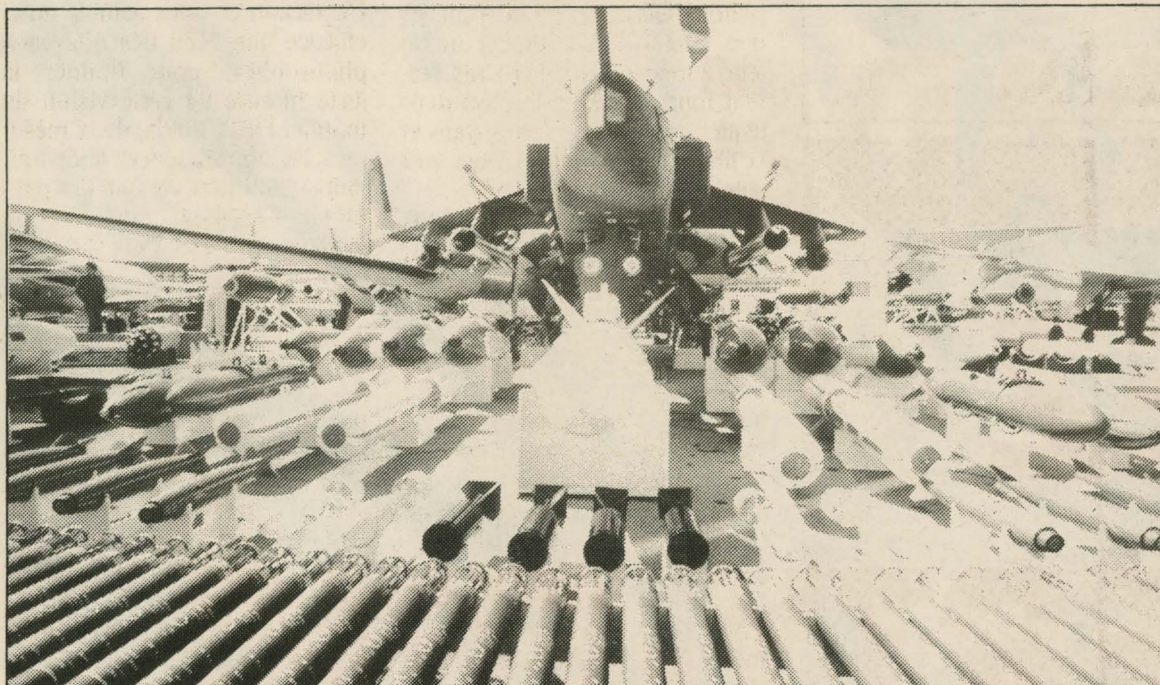
□ Le Sénat américain vient d'adopter à une énorme majorité un projet de réforme fiscale réduisant les taux d'imposition pour les individus et les entreprises. Les individus seraient assujettis à un barème ne comportant que deux taux : 15 et 27 %. Le plafond de l'impôt, déjà ramené de 70 à 50 % en 1981, diminuerait encore pour la plus grande satisfaction des plus riches. Pour faire passer la pilule, les sénateurs ont prévu d'élever le seuil d'imposition afin d'exonérer de taxes six millions de familles défavorisées.

Cela suffit à Ronald Reagan pour s'écrier : « *Le score est aujourd'hui : les contribuables 1, les intérêts particuliers 0. L'équipe de Cendrillon l'a emporté.* » L'hôte de la Maison-Blanche fait référence à l'image classique d'une Amérique balançant entre « *Cinderella and Rockefeller* » (« Cendrillon et Rockefeller »). On sait cependant que

Les impôts vont diminuer. Mais tous n'auront pas la chance de ces neuf milliardaires qui n'ont pas payé un sou en 1983.

le pays compte trente-quatre millions de pauvres, de Cendrillon, qui sont loin du compte et ne feront pas tous partie des exonérés. Reagan les a déjà privés d'indemnités chômage au niveau national, mais il s'est bien gardé de tous les exonérer d'impôts. Passé l'effet psychologique qui rend populaire une réduction d'ensemble des taux, il y a des Cendrillon qui vont bientôt retrouver leur carrosse changé en citrouille.

Pour les entreprises, le taux d'imposition est ramené de 46 à 30 %, mais divers avantages, sous forme de déductions, sont supprimés. Au total, la réforme entraînerait une augmentation de la contribution des entreprises de cent milliards de dollars en cinq ans. Ce projet corres-



pond tout à fait à la volonté de Reagan de réformer la fiscalité, tout en réduisant le déficit budgétaire.

Seuls trois sénateurs n'ont pas joint leurs voix aux 97 partisans de la réforme. Cette quasi-unanimité constitue bien le signe du consensus existant entre républicains (majoritaires) et démocrates. En décembre dernier, la Chambre des représentants avait, de son côté, adopté un projet présentant des points communs avec celui présenté le 24 juin au Sénat.

Les représentants avaient prévu quatre taux pour les parti-

L'administration Reagan a poussé aussi loin que possible la formation d'une société duale.

culiers (de 11 à 38 %) — contre quatorze taux actuellement — et un pourcentage de fiscalité équivalent à 36 % pour les entreprises. Leur projet aboutissait, en cinq ans, à une augmentation de 140 milliards de dollars de rentrées fiscales concernant les entreprises.

Reste donc à effectuer une synthèse qui deviendra une nouvelle loi fiscale dès lors qu'elle sera paraphée par Reagan. L'événement est d'importance, tant sur le plan économique qu'idéologique. La réforme s'inscrit en effet dans le fil du libéralisme professé par Reagan bien qu'elle se revendique de l'équité fiscale.

Pourtant, la politique économique suivie par Reagan depuis sa première élection a également emprunté au rayon du keynésianisme. Certes, le président américain a pris des mesures d'inspiration néo-libérale et monétariste (en limitant la croissance de la masse monétaire) mais la relance économique qu'a connue le pays, à partir de 1983, n'est pas le fruit de méthodes libérales. Son mécanisme repose au contraire sur l'accroissement du déficit budgétaire, un dollar fort

et des taux d'intérêt élevés. Voilà qui aurait plutôt un fumet de méthode keynésienne.

La hausse du dollar a entraîné une baisse relative des prix des biens importés, accompagnée d'un déficit commercial qui s'élevait à 150 milliards de dollars en 1985, soit une augmentation de 400 % par rapport à 1981 ! Une telle perte commerciale n'est pas faite pour plaire à tous les patrons. Le secteur manufacturier traditionnel est en particulier le plus lourdement touché. Rien d'étonnant donc à ce que l'on assiste à un débat passionné entre partisans du libre-échange et tenants du protectionnisme.

Parmi les premiers, on trouve les représentants du secteur des services, en particulier financiers, qui a connu un développement tout à fait notable. La politique monétaire de l'administration s'est en effet accompagnée d'une politique budgétaire marquée par le recours à l'emprunt et l'accroissement de la dette publique. Le 11 décembre dernier, le Congrès (qui regroupe sénateurs et représentants) a fixé à 2 000 millions de dollars le plafond de la dette publique. En 1983, elle atteignait déjà le chiffre vertigineux de 1 382 milliards, soit 43 % du produit national brut !

C'est devenu un lieu commun de rappeler que l'une des causes de ce déficit spectaculaire est l'augmentation, sous la férule de Reagan, des dépenses militaires,

de la course aux armements. Auparavant, la part de ces dépenses diminuait régulièrement dans le budget fédéral, passant de 56,4 % en 1956 à 24,3 % en 1981. En 1986, elles sont remontées aux environs de 38 %, ce qui équivaut au niveau de 1971, en pleine guerre du Vietnam. Depuis 1980 — Reagan fut élu en novembre de cette même année —, les dépenses du Pentagone et du nucléaire militaire ont respectivement augmenté de 63 et 51 %, en dollars constants. Le corollaire en est le développement des secteurs de haute technologie, qui absorbent 20 % des dépenses du Pentagone. On mesure ici la fragilité d'un équilibre économique basé sur un tel secteur. Qu'il survienne quelques bricoles comme l'explosion de la navette *Challenger* (à laquelle étaient assignées certaines missions militaires) ou l'explosion d'une fusée Titan, et c'est tout le programme américain de lancement de satellites qui se trouve cloué au sol.

Confronté aux multiples propositions de désarmement avancées par Mikhaïl Gorbatchev, Reagan a éludé autant que possible une réponse favorable, se contentant d'accuser les Soviétiques de menacer la paix mondiale. Néanmoins, le chef de l'exécutif doit à présent répondre sur ce terrain sous peine de perdre toute crédibilité internationale. Dans une interview accordée au *Point* du 30 juin, Reagan dit à propos de Gorbat-

chev : « *Je crois qu'il veut une rencontre. Et il est évident que j'en souhaite une de mon côté. C'est donc maintenant juste un problème de date sur laquelle il faut se mettre d'accord.* »

Mais il suffit de regarder la politique économique de Reagan pour comprendre qu'il ne peut aller très loin sur la voie du désarmement. La logique qu'il a

La relance économique impulsée en 1983 n'est pas le fruit des méthodes libérales.

choisie suppose la poursuite des dépenses militaires. Crise du système capitaliste oblige.

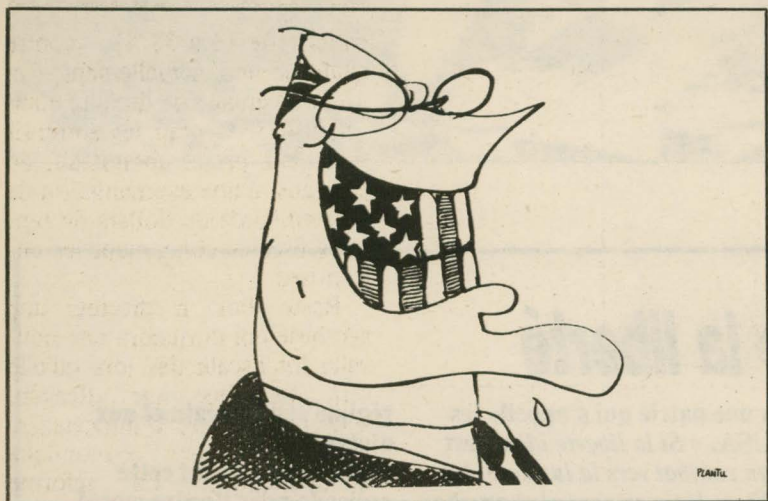
Il n'en demeure pas moins que même avec ce vieux Ronald, l'orthodoxie libérale est passablement battue en brèche, y compris quand il s'agit du rôle de l'Etat. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler la façon dont la banque centrale est constamment intervenue pour maintenir un dollar fort. Celui-ci est redescendu de son cours historique par un commun accord entre les principaux pays capitalistes. Pour les Occidentaux et le Japon, le dollar devenait trop cher et, aux Etats-Unis mêmes, les conséquences s'avéraient trop lourdes pour certains secteurs.

L'administration Reagan doit donc compter avec tout cela, même si elle a poussé aussi loin que possible une société duale aux Etats-Unis, entretenant, à côté des secteurs bien portants (comme les services et la haute technologie), un « deuxième monde ». Il s'agit du secteur manufacturier, des fermiers employant une main-d'œuvre fragilisée socialement et quasiment dépourvue de prestations nationales, en cas de chômage. Et le ralentissement de l'économie américaine nécessitant des recettes supplémentaires pour l'Etat, autant dire que le système de protection sociale n'est pas près de devenir plus équitable. Bien au contraire.

La nouvelle réforme fiscale verra peut-être un terrain d'entente provisoire entre représentants des différents secteurs capitalistes. Mais une chose est certaine : les millionnaires vont avoir pratiquement le même taux d'imposition que la classe moyenne. Des millions de pauvres vont continuer à payer des impôts. Ils n'ont pas la chance des neuf mille personnes qui, bien qu'ayant gagné plus de 250 000 dollars, ne payèrent pas un sou d'impôt en 1983.

Comme quoi, au sein de ce que l'on nous présente comme la patrie de la liberté, chacun a sa chance. Mais personne ne dit que les chances sont égales...

Jean-Jacques Laredo



New-York — Paris

Facile de faire l'amalgame entre la statue de la Liberté et celle du libéralisme. Les voix autorisées ne s'en privent pas. L'occasion est trop belle pour souligner les différences.

□ Liberty-fric ? L'amalgame est trop ringard ! Que voulez-vous, dira le nouveau philosophe à la mode, quelles que soient les critiques qu'on leur adresse, les Etats-Unis restent tout de même le pays dans lequel on conserve les moyens et la liberté de les faire. Allez voir ailleurs !

L'argument a déjà de vieux os. Même s'il connaît aujourd'hui une nouvelle vogue, essentiellement par défaut, ceux qui auraient dû le remplacer ont connu de tristes déboires. La liberté « libérale » connaît donc une seconde jeunesse. Ses zélés fidèles marquent quasiment sa progression quotidienne et apparente sur leur planisphère. Guy Sorman la découvre même à l'œuvre en Chine, s'éveillant en Afrique et conquérant la Corée du Sud, après avoir fait de même en Indonésie et en Amérique latine¹.

Ce libéralisme-là s'apprécie d'autant mieux que l'on est bien portant, bien né et plutôt riche. Ce raccourci nous semble aussi efficace que celui des nouveaux philosophes, pour donner la juste mesure de cette vision du monde. Deux poids, deux mesures : les conséquences sont toujours identiques, au sein des pays où elle s'applique, comme entre les pays riches et ceux qui ne le sont toujours pas.

L'illustration vaut d'être faite à partir de la fameuse querelle des impôts. Le hasard des frontières, des gouvernements et des navettes entre Sénat et Assemblée veut que la réduction des taux d'imposition soit discutée aux USA (voir ci-contre) au moment où l'on abroge l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) en France. Dans ce dernier cas, on n'a pas hésité à le napper d'un « amendement Giscard » qui rend quasiment incontrôla-

bles les patrimoines qui devraient l'être.

De Washington à Paris, les riches paieront donc moins d'impôts. La diminution de la pression fiscale, entamée par la gauche, est certes loin d'avoir atteint les records américains. Mais la droite a décidé de mettre les bouchées doubles. Selon les défenseurs du système libéral, le but serait fondé. Mathématiquement et courbes à l'appui, leurs économistes attirés cherchent à démontrer que « l'excès » des contributions fiscales demandées aux grandes fortunes serait « désincitateur² ». Il empêcherait celles-ci de mettre en œuvre tous les efforts dont elles sont capables et contraindrait ceux qui possèdent les richesses à ne pas les utiliser du mieux possible. En un mot, cela les dissuaderait de « faire produire » leurs richesses, d'investir, puisque ce qu'elles rapporteraient

serait de nouveau soumis à l'impôt.

« Multipliez ce nombre de comportements individuels par la population de riches et de grandes fortunes dans votre pays... et vous obtenez des investissements dont vous vous privez... et d'emplois créés en conséquence, vous dira votre philosophe libéral. Réduisez les impôts, les riches investiront et le chômage s'évanouira », ajoutera-t-il.

C'est, à peu de chose près, ce boniment que nous racontent ceux qui nous gouvernent depuis le 16 mars, justifiant la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes par leur prétendu souci du développement de l'emploi. Cette science économique de l'épicier modeste — trop d'affaires, c'est trop d'impôts... — n'a pas d'effets. Même l'exemple américain le démontre justement. L'impôt sur les grandes

Mieux vaut être bien né, bien riche et bien portant.

fortunes n'en est pas moins condamné à disparaître de l'Hexagone.

Il concernait environ cent mille ménages, sur cinquante millions d'habitants et quelque vingt-trois millions d'actifs. Au passage, cette petite équation résume assez bien le problème. Selon les règles de la liberté « libérale », la vie de plus de quarante-neuf millions de personnes dépend donc de l'état de « désincitation » — ou de la volonté d'investir — d'une centaine de milliers de pékins. Le tout étant déterminé par le taux d'imposition qui taxerait leurs richesses passées, présentes et à venir.

Ce n'est sûrement pas dans cet état d'esprit que Bartholdi construisit la statue de la Liberté qui veille sur le port de New-York... Mais passons... Et revenons encore un instant à nos moutons et à nos grandes fortunes.

Sur les cent mille assujettis à l'IGF, cinq cents foyers déclareraient un patrimoine imposable de plus de 50 millions de francs. Patrimoine impressionnant et caractéristique. Le sommet de l'échelle est en effet essentiellement composé de valeurs mobilières (actions), et non point de valeurs immobilières (immeubles). Ne cherchez pas plus loin. Vous côtoyez les principaux ménages qui possèdent l'essentiel des usines, des ateliers, des banques et des bureaux du pays, la France du capital. Les 200 familles, disaient nos grands-parents en 1936. Raccourci simplificateur, mais ô combien saisissant.

Ces quelques rappels ramè-

nent en tout cas tous les théorèmes libéraux à leur pieuse vérité. Il s'agit, pour les possédants, de posséder toujours plus, donc de contribuer toujours moins. L'actualité récente démontre encore une fois que cela ne sert toujours à rien. Du moins en ce qui concerne l'emploi et même pour tous ceux qui seraient disposés à croire aux comptes, ou aux contes.

La preuve est une fois de plus sous nos yeux. Les premières

100 000 privés d'IGF et un million privés d'indemnités chômage.

mesures du ministre Balladur avaient consisté à dévaluer le franc. On s'en rappelle la raison officielle. Cette mesure devait rendre l'économie française plus compétitive, faciliter la conquête des marchés, développer l'exportation, et — toujours la même chanson — contribuer au développement de l'emploi... Il a cependant suffi de quelques mois pour vérifier que tout était faux, raisonnement comme pronostics. Au mois de mai, le déficit du commerce extérieur était toujours en bonne santé : 2 milliards de perte ! Même l'industrie agro-alimentaire — qui comporte quelques-uns des patrimoines les plus en vue de la bourgeoisie française — était en perte de vitesse. La fameuse facture énergétique a pourtant diminué en même temps que le prix du pétrole. La manne tombe du même coup dans l'escarcelle des entreprises avant que les factures de gaz ne soient réduites elles aussi de 10 % pour

les industriels (4 % seulement pour les salariés)... Mais aucune conquête particulière de marché n'est à signaler. Un excédent bien maigre, en perte sur les moyennes de l'an dernier... avant que le franc ne soit dévalué. Et quelques menaces à l'horizon, du côté des pays pétroliers qui importent nos produits. Evidemment, chez eux, les ressources sont en baisse. Franchement pas nouveau tout ça ! Même quand la droite diminue les impôts, les patrons n'investissent pas.

L'industrie française a ses faiblesses, depuis des lustres. Ceux qui possèdent l'essentiel des richesses dans ce pays n'ont jamais eu d'autre intention que de posséder un capital de bon rapport. Et non un capital de conquête ou de création d'emplois. Les conquêtes, c'était bon autrefois, au temps des colonies, par exemple. Elle consistaient justement à se servir dans des pays saignés par l'exploitation coloniale et les pillages, au lieu de se lancer à corps perdu dans la course industrielle. On en est

toujours au même point, désincitation ou pas, IGF ou pas, taux d'imposition en hausse ou en baisse. Le gouvernement Chirac n'y changera rien. Le poil à gratter de l'idéologie libérale non plus. Même si le ministre du Commerce extérieur, Michel Noir, cherche, avec les industriels qu'il côtoie, des trucs « pour exporter mieux ». On parle évidemment déjà de démantèlement de la fiscalité à l'export. Pardi !

Liberty-fric ! Le libéralisme aime les contrastes. On supprime l'impôt sur les grandes fortunes d'un côté et, de l'autre, on recense environ un million de chômeurs qui ne perçoivent même pas un sou d'allocation. Les uns bénéficient de toute liberté d'épargner. Les autres, même pas celle de vivre.

Michel Morel

1. Guy Sorman, auteur de *la Révolution conservatrice*, dans *le Point* du 30 juin.
2. C'est la courbe dite de Laffer qui fixerait l'excès d'imposition fiscale à ne pas dépasser. Ces démonstrations ne démontrent évidemment pas mathématiquement les principes du libéralisme. Ceux-ci sont censés être admis.

Voyage à l'intérieur des discours de la droite, réflexion sur le libéralisme économique. Tel est le titre d'une brochure publiée par le syndicat parisien CFDT des affaires économiques et des finances. Rédigée par l'un de ses membres, J.-M. Monnier. Elle restitue l'ensemble des théories libérales et « fait connaître un visage du libéralisme peu présent dans les médias. » Sa lecture nous a été très profitable (!). Un bon moyen de réflexion et d'information que nous ne saurions que recommander à nos lecteurs de se procurer... Pour lire pendant les vacances !
Syndicat CFDT parisien des affaires économiques et des finances. 7, rue Euryale Dehaynin. 75019 Paris. Tél : 42 03 88 90.

Les chômeurs peuvent toujours espérer que les riches investissent



Le statut de la liberté

Le 4 juillet, on fêtera le centenaire d'un bloc de deux cent vingt-cinq tonnes, entreposé dans l'île de Manhattan et qui porte le nom de « statue de la Liberté ».

Comme le 4 juillet est aussi la fête nationale aux Etats-Unis, la célébration prendra des proportions exceptionnelles. David Wolper, qui avait organisé les cérémonies du bicentenaire des USA en 1976 et celles des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, sera le maître d'œuvre. Le grand prêtre sera Lee Iacocca, un self-made man qui est à Bernard Tapie ce que le casino de Monte-Carlo est au PMU du coin. Iacocca est le PDG de Chrysler : en 1985, il

a sauvé cette entreprise de la faillite. Il préside la fondation qui a fait restaurer la statue. Rien de surprenant donc à ce que les spots publicitaires de Chrysler utilisent abondamment l'image du mouvement et que le prochain modèle de la firme soit baptisé « Liberty ».

La fête sera une orgie de fric. La chaîne de télévision ABC s'est acquis pour dix millions de dollars les droits de retransmission exclusive. Vous auriez à déboursier mille dollars par tête pour vous asseoir au Liberty Cafe ou deux mille pour une place à bord d'un bateau. Mitterrand viendra représenter la France à ce Mondial capitaliste qui vise à démontrer que la liberté

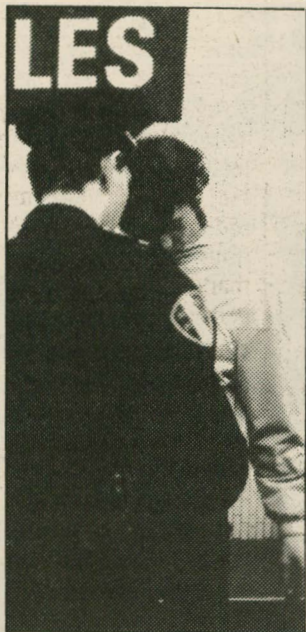
a une patrie qui s'appelle les USA. « Si la liberté idéale est un combat vers la lumière, les Etats-Unis en sont plus proches aujourd'hui — dans les libertés économiques, les libertés sociales et les libertés politiques — qu'ils ne l'ont jamais été », écrit dans une envolée mystico-lyrique un rédacteur de *Time*, dans son édition du 16 juin. Et de citer les 9 144 journaux, les 11 328 revues, les 9 824 stations de radios, les 941 télévisions privées et les 300 stations publiques. Oubliés la loi de la jungle capitaliste, les 34 millions de pauvres (pour 236 millions d'habitants). Oubliés la sale guerre contre le Nicaragua, le soutien au

régime sud-africain et aux dictatures. Oubliée également cette croisade pour l'ordre moral dont le vieux clown cynique de la Maison-Blanche a pris la tête et dont la dernière décision de la Cour suprême des Etats-Unis, considérant la sodomie et la fellation comme des pratiques criminelles entraînant des peines allant, dans certains Etats, jusqu'à vingt ans de prison, est le meilleur exemple. La majorité a été acquise grâce à la voix du juge Rehnquist, fraîchement nommé par Reagan. Big Brother est sous le lit...

J.-J. L.

27 JUIN

Tous terroristes !



Décidément, ce gouvernement ne sera trahi que par les siens. La discussion, à l'Assemblée, du texte relatif à la répression du terrorisme en apporte une nouvelle démonstration. Chalandon, Pasqua et Pandraud s'étaient pourtant efforcés de banaliser leur projet. Il se récriaient dès qu'on les accusait de faire du Peyrefitte aggravé et, pour désamorcer la riposte, ils avaient même « saucissonné » leurs dispositions liberticides. Ils disposaient d'ailleurs de l'aide précieuse d'une opposition socialiste qui, cédant à la mode sécuritaire, se refusait à toute critique globale. Hélas, il aura suffi d'un tout petit amendement pour éclairer le véritable contenu des lois discutées.

Déposée par Patrick Devedjian, jeune notable RPR ayant fait ses classes chez les néo-nazis d'Occident, la proposition incriminée prévoyait des peines d'emprisonnement de six mois à deux ans et des amendes de trente mille à trois cent mille francs pour « celui qui, de quelque manière que ce soit, aura porté à la connaissance du public un communiqué ou toute autre correspondance émanant d'association ou de groupement terroriste dissous ou aura fait l'apologie de cette activité ». De quoi donner la chair de poule ! Fantasmant sans doute sur le régime de Pinochet, notre député menaçait des sanctions les plus sévères n'importe quel journaliste voulant simplement remplir son devoir d'information. La notion de « complicité » avec le terrorisme devenait tellement extensive que la démocratie se voyait placée sous surveillance et la liberté de la presse vidée de sa substance.

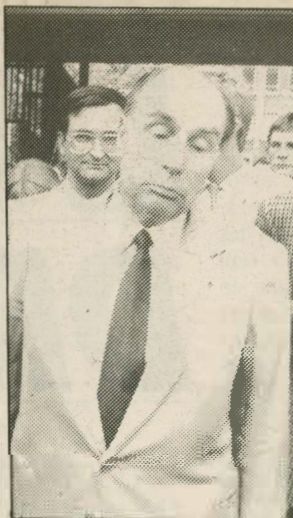
Qu'importe que l'amendement ait été retiré, au profit d'une version quelque peu atténuée. Son simple dépôt montre quelle dérive engendre le message sécuritaire. Devedjian et ses semblables ne se sentent plus tenus de freiner leurs audaces. Leur prétendu souci de la sécurité publique se révèle un alibi destiné à masquer une opération médiatique et à répondre à la pression des secteurs les plus réactionnaires. Ce qui ramène au flou présidant à la définition du terrorisme dans le texte de loi et autorisant tous les abus et tous les amalgames. De quoi convaincre les derniers hésitants. Oui, il y a urgence à se mobiliser. Aujourd'hui, pour faire apparaître le plus ample refus. Et demain, pour faire barrage à l'application de cette législation scélérate.

minables et l'intérêt bien compris — et secret — de l'Etat français. Ainsi, une rumeur fait état de l'implication des services secrets dans cette affaire. Une partie de l'argent disparu aurait pu être utilisée pour l'envoi clandestin de quelques mercenaires au Tchad et le château d'Ortie — objet de plusieurs manipulations financières — aurait servi de lieu d'entraînement des barbouzes. Une telle hypothèse mouillerait, *ipso facto*, l'Elysée et son conseiller pour les « affaires africaines ».

On retrouve ici une pratique fort ancienne et inaugurée par les réseaux Foccart. Pour « notre » impérialisme, la préservation de sa chasse-gardée africaine a toujours justifié le recours à des méthodes douteuses, à la limite de la délinquance pure et simple. Quelle extraordinaire leçon de choses ! Les socialistes se révèlent à présent compromis alors qu'ils n'ont fait qu'être fidèles aux usages de l'Etat gaulliste. Mais leurs successeurs ne leur en savent aucun gré. Tout leur est bon pour discréditer leurs adversaires. Voilà où conduit le « réalisme » !

3 JUILLET

Signera ? Signera pas ?



Les « sages » du Palais-Royal ont rendu leur verdict. Les lois d'habilitation économiques et sociales — entendez les ordonnances — sont constitutionnelles. Chirac obtient donc le feu vert pour leur mise en pratique. Certes, le Conseil constitutionnel fixe quelques conditions aux dispositions ayant trait aux privatisations. Elles concernent le mode d'évaluation des actifs à céder, l'interdiction de « brader » les firmes concernées, le choix des acquéreurs et la préservation de l'indépendance nationale. Mais tout cela s'avère finalement fort peu contraignant. Le seul contrôle pouvant désormais s'exercer est celui du Conseil d'Etat. Or, son avis ne s'impose pas automatiquement au gouvernement.

Le jeu revient dès lors entre les mains de François Mitterrand. C'est de sa signature que dépend à présent l'application de ce volet de la politique chiraquienne. Outre qu'il ferait écho à un mécontentement populaire croissant, son refus obligerait Matignon à refaire sa copie et à la soumettre, en tant que telle, aux Assemblées. S'y résoudra-t-il ? Rien n'est moins sûr. Car une telle attitude mettrait inévitablement fin à la cohabitation, cette forme jusqu'alors inédite de la coexistence entre gauche et droite au sommet de l'Etat.

Depuis le 16 mars, l'hôte de l'Elysée s'en va en effet répétant qu'il n'entend pas empêcher Chirac de gouverner. Le 8 avril, dans son message au Parlement, il appelait par exemple à « réussir l'alternance, aujourd'hui comme hier, demain comme aujourd'hui », afin de donner à la France « l'équilibre dont elle a besoin ». Il s'engageait pour cela, à « appliquer la Constitution, rien que la Constitution, toute la Constitution ». Les gardiens de cette dernière s'étant prononcés, on l'imagine mal provoquer maintenant cet affrontement qu'il ne cesse de repousser.

L'été 1986 risque bien de sonner l'heure de vérité. La droite va profiter de cette période traditionnelle de démobilisation pour multiplier les mauvais coups. Et l'élu du 10 mai n'aura qu'une alternative : cautionner ou refuser. Nul doute que son choix restera gravé dans la mémoire du peuple de gauche.

Christian Picquet

30 JUIN

Scandale rose



Tous les ingrédients du scandale politico-financier se trouvent réunis. Une association, Carrefour du développement, officiellement chargée de « générer une information permanente sur les relations Nord-Sud », a utilisé, entre 1983 et 1986, les fonds du ministère de la Coopération à des fins difficilement avouables. Un ministre, Christian Nucci, par l'intermédiaire de son chef de cabinet, paraît fort compromis. Deux éminentes représentantes de l'élite socialiste sont aujourd'hui inculpées.

Le plus intéressant dans cette affaire n'est sans doute pas son contenu. Depuis vingt-huit ans, la V^e République nous a habitués à ce genre d'imbroglis où se mêlent indistinctement affairisme et activités para-étatiques. Mais, jusqu'ici, la droite disposait d'un monopole. Probablement désireux d'imiter leurs prédécesseurs, les gouvernants d'hier ont repris le flambeau. Ils épousèrent à tel point le fonctionnement des institutions qu'ils en reproduisirent tous les travers.

Selon toute probabilité, les malversations aujourd'hui révélées allient en effet les appétits d'escrocs

TOUS LES ATOUTS POUR GAGNER !

Face au plan Madelin, une seule attitude. C'est toujours tous ensemble que la bataille de la navale a des chances d'être efficace.

Pas plus que ceux de Nantes, les ouvriers de Dunkerque ou de La Seyne ne croient aux « reconversions » miracles. Les bassins d'emploi, où vivent les chantiers navals, sont déjà noirs de chômeurs. Et, contrairement à la légende officielle, ceux qui n'y trouvent pas de travail ne manquent pourtant pas de pratique, ni de stages de recyclage indispensables pour faire tourner un appareil de production « modernisé ».

Les stages de reconversion de deux ans ou les primes de vingt millions de centimes ne sont donc une solution à rien. La plaisanterie est connue. Il y a déjà un nombre conséquent de bars sur les quais de Dunkerque, de La Seyne ou de Nantes. Si vous en ouvrez d'autres avec vingt millions d'apport en prime, mais des milliers de travailleurs en moins... cela ne fera toujours pas le compte.

Le but des dirigeants de la Communauté européenne n'est pas un mystère. Ils veulent limiter les chantiers navals à un seul site par façade maritime en Europe. Ce qui risque de signifier, pour la France, un chantier sur la côte atlantique et peut-être un en Méditerranée. Saint-Nazaire et La Ciotat... resteraient donc seuls, avec des effectifs considérablement réduits ! La navale aurait vécu. Elle qui, depuis des décennies, représente un ferment de luttes ouvrières conquérantes... et un souci permanent pour les classes dirigeantes.

Le combat pour sa défense manque de liens. Qui peut assurer, encore aujourd'hui, que toutes les luttes sur tous les chantiers concourent à briser l'attaque qui les vise tous ? Les confédérations syndicales ont imposé de tels contrôles sur les rapports entre les syndicats qu'elles les ont en quelque sorte détruits. Les patrons de la navale et ceux qui nous gouvernent s'entendent et se connaissent, eux, comme « larrons en foire »... Devinez qui en profite ?

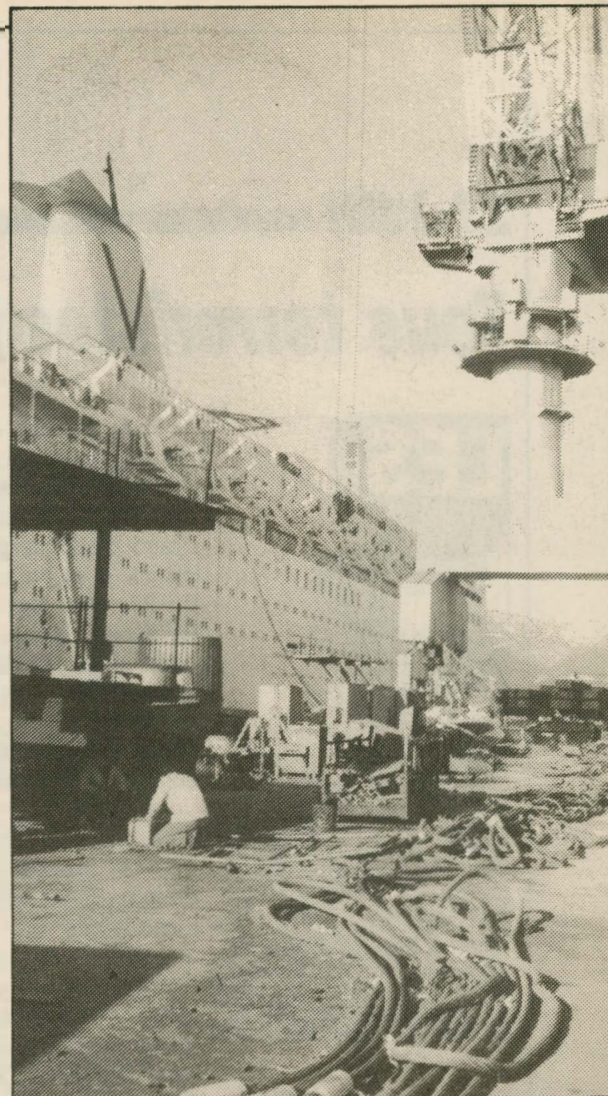
Ceux de Dubigeon-Nantes ont livré bataille, au moment où ceux de Nor-

med récupéraient entre deux combats. Les chantiers de Normed reprennent la bagarre, alors que celui de Nantes a été défait. Certes, aucune lutte n'est jamais perdue d'avance. C'est d'abord ce que réaffirme, ci-dessous, Raymond Dimo, secrétaire de la CGT des chantiers de La Seyne. Mais il faut et il faudra que chaque bataille représente une raison supplémentaire d'examiner les outils dont nous nous servons pour nous battre.

Le syndicat, de la base au sommet, de l'entreprise à la confédération, ne peut être un frein ou un obstacle aux ripostes contre les attaques des exploiters. Et juste-

ment, plus nous approchons des sommets et plus cela grippe. Personne ne s'aventurerait à soutenir que dans la navale, « c'est la pression qui manquait à la base ». Laisser faire serait dramatique. Personne ne peut jurer qu'une lutte généralisée, soudée et coordonnée dans les chantiers n'aurait pu avoir de tout autres résultats.

Lorsque la gauche était la majorité, ce sont ceux de Nord-Méditerranée qui furent les premiers à monter dire à Paris : « *Nous ne vous avons pas élus pour être licenciés !* ». La manifestation n'allait pas de soi dans les états-majors. Il fallut lutter



Chantier naval de La Seyne. A qui profite le crime ?

pour l'organiser, lutter contre certains responsables de son propre camp pour pouvoir affronter ceux du camp d'en face.

La leçon ne doit pas être mise de côté, au moment où il faut tout faire ensemble pour que vive la navale.

Michel Morel

LA SEYNE

LA LUTTE DROIT DEVANT

« Oui, depuis des années nous nous battons pour maintenir à flot la construction navale. » Avant un nouveau départ en manif vers Toulon, Raymond Dimo, secrétaire du syndicat CGT des chantiers de la Seyne, répond à nos questions.

□ On parle de « sursis de trois mois » à propos de la mise en règlement judiciaire qui vient d'être prononcée pour les chantiers Nord-Méditerranée (Normed). Est-ce vraiment le bon mot ?

Raymond Dimo — C'est plus qu'un sursis de trois mois. Le règlement judiciaire conduit tout de même à ce que toutes les constructions en cours dans les chantiers soient terminées.

□ Quelles sont vos perspectives d'action pendant ce répit ?

R. D — Il y a d'abord la lutte, pour obtenir au moins une commande de navire,

civil ou militaire. En parallèle, nous complétons un plan de diversification du chantier, de ses activités navales.

□ Madelin parle de plan social « extraordinaire » qui serait appliqué à votre branche d'activité.

R. D — On n'en connaît ni les tenants ni les aboutissants. Le seul objectif que l'on connaisse, c'est la prime de 20 millions de centimes attribuée à ceux qui seraient volontaires pour partir. Mais, depuis qu'elle a été annoncée, on ne peut pas dire qu'il se trouve beaucoup de candidats à cette prime-chômage. Maintenant, dire que cela

n'intéresse personne serait imprudent.

□ Où en est l'action à La Seyne ? Les organisations syndicales agissent-elles dans l'unité ?

R. D — Oui, l'action est unitaire. Aujourd'hui, mardi, nous organisons un rallye sur Toulon avec vélos, motos, voitures. Ce sera assez animé. Nous avons décidé d'organiser, vendredi 4 juillet, une grande marche sur Toulon, en appelant la population à y participer. Nous voulons, en particulier, que le maximum d'enfants soient avec nous. Ils sont notre avenir. Nous manifesterons également avec tous les engins de

l'entreprise décorés, afin que l'on sache bien que notre outil de travail n'est pas mort.

□ Y a-t-il des perspectives d'action identiques et communes avec les autres chantiers de la Normed, entre autres, La Ciotat qui est toute proche ?

R. D — Oui. Nous pensons nous exprimer ensemble prochainement dès que le conseil régional se réunira.

□ Il n'y a pas qu'en France que les patrons licencient dans les chantiers navals. La situation est identique dans tous les pays. De l'Espagne au

Manif à la Normed





Sortie des chantiers de La Seyne

ALENCON

TROP, C'EST TROP

Echec à la préfète, aux flics et aux HLM. Plusieurs associations, partis, syndicats viennent en aide au comité de chômeurs pour s'opposer aux saisies.

□ De notre correspondant

Les dernières tentatives de saisie immobilière contre des familles de chômeurs de la ZUP d'Alençon ont échoué. Malgré deux essais effectués à vingt-quatre heures d'intervalle, et le débarquement, à 7 h 30 du matin, d'une escouade de flics et de représentants des HLM au domicile d'une famille dans la seconde quinzaine de juin.

Le large écho donné par la presse à la résistance organisée devant l'appartement visé, grâce aux chômeurs eux-mêmes, à la CSCV et au PC, a permis de faire reculer les HLM ainsi que la préfète de l'Orne. Les chômeurs vivant dans le département ne sont, en effet, pas à la fête.

En 1985, près de sept cents d'entre eux ont été victimes d'une demande

d'expulsion de l'office HLM. D'autres se sont vu saisir une partie de leurs indemnités ASSEDIC. D'autres, enfin, vivent un beau jour huissiers, flics et serruriers débarquer devant leur porte pour des saisies de meubles.

Dans ces trois cas, les méthodes employées n'ont pas le moindre intérêt financier pour les HLM. En cas d'expulsion, les logements, devenus vacants, ne sont pas reloués, faute de locataires potentiels. Quant aux saisies, elles ne couvrent pas les dettes, tant s'en faut, les frais d'huissier ou de déménagement étant plus élevés que la valeur potentielle des biens saisis.

Mais, pour les HLM et la préfecture — qui donne son accord à l'intervention policière — il s'agit avant tout de faire peur ! Et de refuser dans les faits toute idée de droit au logement.

Au fil des jours, pourtant, le soutien aux familles menacées s'est élargi et, le 26 juin, plus d'une dizaine d'organisations (Comité contre le chômage, CSCV, LDH, Secours populaire, UDAF, CFDT, PS, PC, Alternative 61, LCR, etc.) se sont rassemblées devant la préfecture pour protester contre les saisies et les expulsions. Mobilisation large et unitaire, à mettre au crédit du comité alençonnais des chômeurs qui réussit à entraîner derrière lui une large fraction de l'opinion, au-delà des sectarismes et des clivages traditionnels.

Voilà qui va dans le sens des récentes initiatives prises au niveau national par la Fédération des chômeurs qui souhaite organiser, dès la rentrée, des états-généralx contre le chômage, dans la perspective de la marche nationale d'octobre.

Jean-Paul Dunoy

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

Normed : contre tous les licenciements !

Madelin, le jeune ministre à peine sorti des rangs de l'extrême droite, vient de proposer un ticket de sortie sans retour à plusieurs milliers d'ouvriers de la Normed. Pour « encourager » les licenciements, il leur laisse le choix : le chômage après deux ans de « stage parking » en formation ou le chômage tout de suite, avec vingt millions comme lot de consolation.

Quelle générosité ! Avec vingt millions aujourd'hui, on peut tout juste s'acheter une baraque à frites... ou un petit bistrot avec un gros crédit.

Pour quelques-uns, cela peut constituer une solution individuelle, bien aléatoire d'ailleurs. Mais pour plusieurs milliers de licenciés dans une région déjà touchée par le chômage, c'est un chemin qui conduira inévitablement à l'ANPE.

L'emploi d'abord !

Les autres, les patrons de la Normed, ont reçu pendant des années des subventions. Qu'en ont-ils fait ? Quand il y avait des commandes, ils ont rentabilisé les chantiers en travaillant avec le moins d'effectifs possible. Et maintenant, le même argent sert à licencier.

Et qu'on ne vienne pas nous dire : « Qu'y faire ? C'est normal, il n'y a plus de commandes. » Comme si, là où il y a des commandes, les patrons ne licenciaient pas. Allez donc du côté de Renault, de Peugeot pour voir...

Non, Madelin, au nom de tous les siens, les patrons, applique à la construction navale française la division internationale du travail, qui exclut nombre de chantiers européens, dont les français, dans l'opération.

Pendant ce temps, les patrons de la navale s'apprê-

tent à investir ailleurs, tout simplement.

Alors, non, mille fois non, il n'y a pas à se résigner face au plan de licenciements des patrons et de Madelin. Que les patrons de la navale restituent l'argent des subventions d'Etat, détournées pour la spéculation et l'investissement obscur.

Il faudrait passer l'éponge sur les sommes englouties par les patrons de la navale et accepter la fatalité des licenciements ouvriers ?

Aux patrons de payer !

Accepter la liquidation de la navale, ce serait saluer avec les honneurs une belle escroquerie. C'est bien dans la manière de ces messieurs les libéraux de faire ça.

Pour nous, pas question de laisser filer cette opération.

Le bon sens, ce n'est pas de dire : plus de commande, donc le chômage est inévitable pour les ouvriers. Le bon sens c'est de dire : les patrons ont mis les chantiers navals sur la paille, à eux de payer. Croyez-vous que le baron Empain, du groupe Empain-Schneider, n'ait quelque menue monnaie en réserve ? Or, Schneider est justement un des principaux actionnaires de la Normed. Avec le pactole tiré des chantiers, Schneider s'apprête à racheter les sociétés nationalisées, que le cher Madelin et son gouvernement privatisent.

Décidément, à tourner le problème de la navale dans tous les sens, on ne peut qu'y voir la question qui, désormais, se pose à tous les salariés : ce n'est pas à eux de faire les frais de la crise capitaliste. L'emploi d'abord. Pas un seul licenciement. Tant pis si ça écorne les profits de ces messieurs les patrons...

SIDERURGIE : MENACE DE MORT

□ Correspondance

Eh oui ! Il y a toujours du « dégraissage » à réaliser au niveau de l'emploi dans la sidérurgie ! Le chargé de mission du nouveau gouvernement, Jean Gandois, ex-PDG de Sacilor et de Rhône-Poulenc, est en train de le démontrer. Voici ce qu'il prépare pour le seul secteur de ses « produits longs ».

L'arrêt de Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes, dans le Nord, est confirmé. Il concerne 850 salariés. L'usine du Marais, près de Saint-Etienne, serait progressivement fermée. 800 personnes y travaillent. La filière fonte de Longwy devrait être arrêtée rapidement. Elle emploie actuellement 1 500 travailleurs. La sidérurgie compte 3 000 emplois sur ce bassin. Sa

mort est donc programmée. Ceci, sans compter les activités de transformation qui font travailler 20 000 personnes. L'inquiétude existe aussi en ce domaine.

Toutes ces menaces ne sont pas encore officielles. Gandois, qui devait rendre son rapport le 15 juin, a « trainé ». On ne devrait le lire qu'en juillet... Lorsque de nombreux salariés seront en vacances. Peut-être n'a-t-on pas voulu annoncer de nouvelles suppressions d'emplois dans la sidérurgie en même temps que la navale ?

Il faut en tout cas espérer que les syndicats des entreprises sidérurgiques s'inspireront de ceux des chantiers navals pour dépasser leurs divisions.

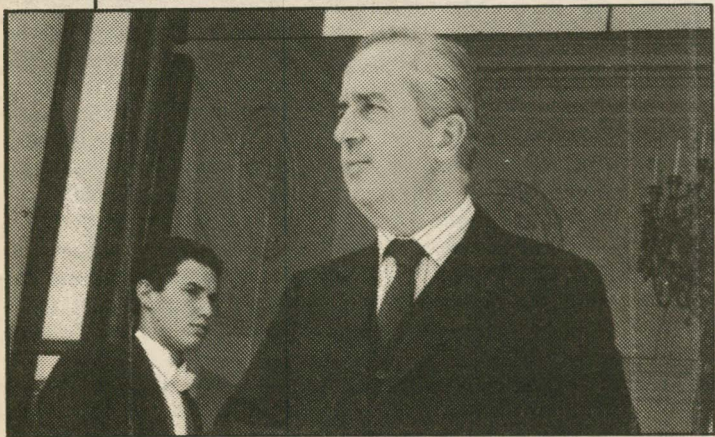
Robert Noirel

UN ETE NOIR

Si vous partez en vacances en juillet, vous n'avez pas de soucis à vous faire. Grâce au gouvernement, plus de peur de l'inconnu. Tout sera pire lorsque vous reprendrez le travail.

Jusqu'au 25 juillet, le Parlement siégera en session extraordinaire. Juste avant qu'il ne prolonge ses travaux, manière de lui faciliter la tâche,

Merci Balladur



le Conseil constitutionnel vient d'accorder son label à la loi d'habilitation du gouvernement. Ce dernier peut émettre toutes les ordonnances qu'il veut en matière sociale et économique dans le cadre demandé. Et il est vaste.

Privatisation, voilà par quoi commence le menu. TF1 n'était que le premier grenadier-voltigeur de la troupe. Sombre comme un libéral pensif, Balladur estime que la liste de trois ou quatre privatisables sera prête pour la rentrée. Vous, de l'UPA et du GAN, de Thomson et d'ailleurs, sans y paraître, vous êtes en train de passer du public au privé. Cela vous

rapprochera-t-il de l'ANPE ? Il y a des chances, sinon cela servirait à quoi, pour les patrons, de privatiser ?

Mais il y aura aussi la « liberté ». Liberté des prix, d'abord. La plupart d'entre eux échappent à tout contrôle grâce à Bérégovoy. Dans le détail, de l'alimentaire au loyer, tout ce qui fait le plus mal au portemonnaie quotidien va y passer.

Cabinet noir

Juillet, dans sa gloire ensoleillée, apparaît comme le cabinet noir des mauvais coups de l'été. En juillet, les syndicats et le CNPF risquent de se mettre d'accord sur un... accord de flexibilité dans la métallurgie. En juillet, Madelin envisage de transformer les chantiers navals en zones franches, en zones où la flexibilité règne en maîtresse.

Encore et toujours en juillet, prendra effet la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Ce qui, n'en doutons pas, contentera nombre de

travailleurs dans les PME, désormais à la merci de l'arbitraire patronal.

Et pourtant, le vaste complot antisocial ourdi au cœur de ce mois de juillet continue... Philippe Séguin, un type de droite qui voudrait se faire passer pour gauche (chacun ses faiblesses), pense tout haut qu'il faudrait restaurer le 1 % pour la Sécurité sociale, genre partage entre une augmentation de l'impôt direct et une augmentation de la cotisation à la caisse vieillesse. Astucieux ! Car faire passer une hausse des cotisations de Sécurité sociale par l'impôt direct, c'est le début de la fiscalisation ; donc, le commencement de la fin de la « Sécu ».

Chirac va aller vite. Juillet, c'est le mois où le programme de la droite devient force matérielle. Force matérielle justement, la police va officiellement récupérer des droits sur la justice, notamment en matière d'investigations sur les populations immigrées, et sur la population tout court. Sécurité et Liberté, la loi concoctée par le maire de Provins, Peyrefitte, apparai-

tra bientôt comme une loi « laxiste » à côté du texte des affreux, Pandraud et Pasqua.

Prochaine victime : la Sécu ?

Franchement, nous n'en rajoutons pas. A considérer l'offensive patronale qui passe actuellement dans la phase active, la douleur s'accroît. Renault licencie 1 245 « sureffectifs » à Billancourt, Renault-véhicules industriels en remet plus de 2 000, Citroën va casser Levallois durant l'été naissant, tandis que 25 000 têtes sont demandées par Gandois dans l'acier. Ah ! nous allons oublier. Avec une progression de 0,8 % par mois, le chômage vient d'atteindre un record absolu : deux millions cinq cent mille chômeurs recensés. Et pas de raison que ça cesse pendant les congés. La durée moyenne d'inactivité augmente de onze jours et parvient à 351. Merci Chirac.

Jean Lantier

PARTI SOCIALISTE

UNE CONVENTION BIEN ORDINAIRE

Les 28 et 29 juin, le Parti socialiste réunit sa Convention nationale. On y parla de tout... sauf de ce qui préoccupe aujourd'hui les travailleurs.

Cent jours après le retour de la droite, la Convention du Parti socialiste devait permettre de faire le point, d'ouvrir le débat sur l'avenir du PS et de dégager une stratégie pour la reconquête du pouvoir.

Ils veulent « ouvrir » le PS !

Dans les débats, la dé-

nonciation rituelle de mesures prises par Chirac a rapidement cédé le pas devant les préoccupations électorales. Quant aux moyens pour mobiliser et lutter contre la politique gouvernementale, il n'en fut guère question : cette tâche semblait réduite à la préparation des escarmouches parlementaires.

Routine et silences

Pour le reste, chaque témoin du PS devait s'en tenir à une intervention sans surprise. Rocard et Quilès rivalisèrent dans la modernité et la dilution des références sociales. Mauroy broda sur le thème désormais connu : « S'adapter oui, se renier non ! » Chevènement appela Jaurès et Blum, mais aussi Saint-Simon et Jean XXIII à la rescousse de la République moderne... Fabius, enfin, annonça benoîtement qu'il n'était rien de plus urgent que de lutter contre le chômage !

Comment devenir le parti des 40 %, réduire l'écart entre électeurs et

adhérents ? Concernant les structures, de nombreuses suggestions ont fleuri pour « ouvrir » le PS, mais beaucoup relèvent du simple gadget.

Faut-il rassembler toute la gauche — puisque telle est désormais la prétention — autour ou à l'intérieur du PS ? L'adhésion récente de Stirn et celle prochaine des scissionnistes du PCI ne sauraient constituer une réponse...

Au niveau des alliances, la Convention, pas plus que le Congrès de Toulouse, ne fut capable de tracer de véritables perspectives même si, de mois en mois, les dirigeants socialistes prennent de plus en plus aisément leur parti de la rupture de l'Union de la gauche et de la division. La proposition de créer un Conseil national de la gauche avec « les communistes unitaires, les radicaux de gauche, les gaullistes de progrès, les écologistes et les régionalistes, les démocrates de centre-gauche » reste ambiguë. S'agit-il d'une nouvelle mouture durable de la

FGDS ou d'une passerelle éphémère destinée à hâter l'adhésion d'éventuels partenaires au PS ?

Frémissements internes

Le déroulement assez morne de cette Convention rend mal compte de toute la réalité des problèmes qui agitent le PS. Depuis le 16 mars, trois événements ont marqué sa vie politique.

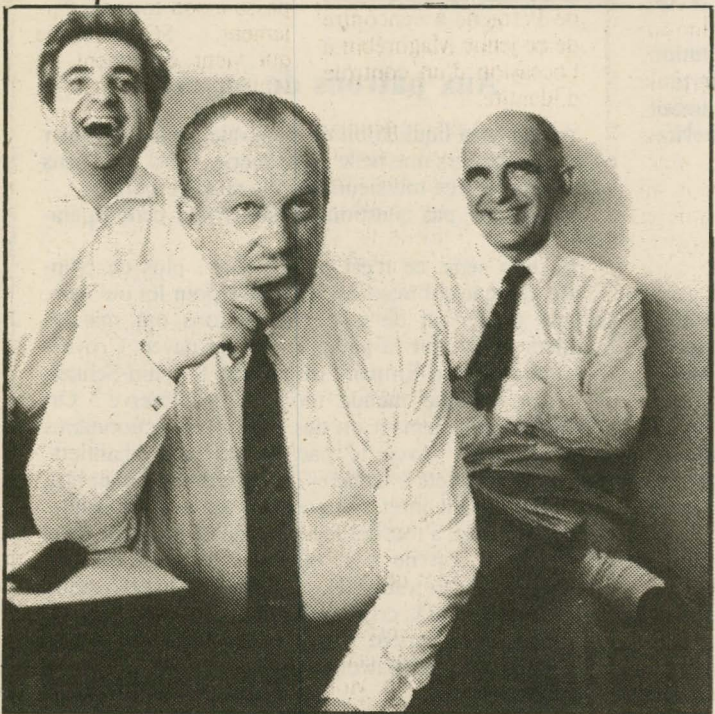
D'abord, le parti a connu une importante vague d'adhésions — on parle de 20 000 — concernant notamment des jeunes sans tradition politique mais désireux d'agir contre la droite.

Ensuite, en contrepoint des appels à la « modernisation du socialisme », Jean Poperen a ressuscité son courant. Dans la foulée de l'appel dit du 23 mars, des réunions se sont systématiquement déroulées en province. Les réseaux ont été réactivés et, parfois, des clubs se sont créés.

Enfin, la direction du

CERES a pris l'initiative d'annoncer spectaculairement sa conversion à la République, changeant de nom pour se transformer en Socialisme et République. A l'évidence, cette mutation laisse perplexes nombre de militants de ce courant. Des voix hostiles se sont fait entendre. Ainsi, un groupe de militants comprenant des élus municipaux et régionaux ont fondé une association, le CORIAS (Convergences, recherches, initiatives pour une alternative socialiste) qui publie désormais un bulletin *Jalons* et a organisé une réunion publique à Paris. Animé, outre les représentants de CORIAS, par G. Labica, A. Deluchat et D. Torquero (syndicalistes) ce débat a rassemblé plus de cent vingt participants, militants socialistes pour la plupart. Quel sera l'avenir de ces militants de l'ex-Ceres qui, selon leur propre expression, « ne se reconnaissent plus dans le discours » de Chevènement ? Il est sans doute trop tôt pour le dire.

François Duval



L'ANGOISSE DE RACHID

Dans quelques jours, l'Assemblée doit discuter des projets de loi sur l'immigration. Mais certains flics n'ont pas attendu. L'histoire de Rachid, jeune immigré de Saint-Fons, dans la banlieue ouvrière de Lyon, en témoigne. Nous l'avons rencontré en compagnie de membres du comité antiraciste de Feyzin.

Jeudi 22 mai, 0 h 30. Rachid, qui vient de quitter ses copains avec lesquels il prépare un examen d'ouvrier du bâtiment, se rend à la gare de Perrache pour prendre un taxi et rentrer chez lui. En face de lui, marchent deux policiers. Rachid ne sait pas encore qu'il va connaître 20 heures d'humiliation, de coups et d'angoisse.

□ *Que s'est-il passé ?*

Rachid — J'allais les croiser. Ils m'ont dit, agressifs : « Tes papiers ! ». Moi, j'ai appris à respecter. Pourquoi ils me tutoient ? Je leur ai dit, tout en sortant mes papiers. Ils me les ont arrachés des mains. J'ai voulu les reprendre. Alors, ils m'ont tordu le bras et m'ont traîné au commissariat.

Un témoin tente d'intervenir, il est chassé. Je me retrouve avec les menottes dans le dos. Et ils frappaient à coups de poing, de pied. J'étais à terre, ils me marchaient dessus, m'envoyaient du gaz lacrymogène. Moi, j'essayais de me défendre, mais je ne pouvais pas les frapper avec les mains dans le dos. Je les insultais, j'étais révolté, tu

comprends, j'ai jamais rien fait, et eux, ils m'insultaient, me frappaient, m'humiliaient.

Le témoin est réintervenue au commissariat, demandant qu'on me laisse. Ils lui ont dit de se casser et ils m'ont mis dans une cage. J'étouffais, je hurlais. Alors, ils m'ont ressorti et à nouveau frappé. Et puis les pompiers sont arrivés.

□ *Qui les a appelés ?*

Rachid — Ils disent que c'est la police. Mais c'est bizarre, parce que les flics demandèrent aux pompiers de m'emmener dans un autre commissariat ! Ils ont refusé et m'ont emmené à l'hôpital, en essayant de semer les flics. Mais après le départ des pompiers, ils m'ont repris.

□ *Vous, au comité de soutien, vous avez vu les pompiers ?*

Gérard — On a essayé de reconstituer ce qui s'était passé. Les pompiers ont confirmé à une journaliste de *Libération* que Rachid « n'était pas soûl » et qu'ils ont essayé de le protéger. On a aussi le témoignage des copains de Rachid qui

disent que, quand ils l'ont quitté, dix minutes auparavant, il était à jeun.

□ *Que s'est-il produit, après que les flics l'aient repris ?*

Rachid — Les commissariats se sont succédés. Et toujours les coups, les injures racistes... J'avais peur. Et surtout, il refusaient de prévenir ma famille, ma mère, ma femme qui est enceinte. A 10 heures, le lendemain matin, un inspecteur vint me voir et m'accusa d'avoir « attaqué les policiers ». Je dis que c'était faux. Mais il me dit que cela n'avait pas d'importance : « Plus vite tu signes, et plus vite tu seras libre. » Moi, je ne pensais qu'à sortir, à prévenir ma femme. Alors, j'ai signé sans lire. Je m'en foutais puisque j'étais innocent. Mais ils m'ont remis dans la cage.

A 1 heure de l'après-midi, Elisabeth, ma femme, fut enfin prévenue. Elle vint au commissariat. Mais on refusa qu'elle me voie. Je fus finalement présenté à la justice et libéré à 20 heures !

□ *Comment la solidarité s'est-elle organisée ?*

Zaya — On avait créé un comité en décembre dernier, après le passage des marcheurs et on avait décidé de continuer. Nous avons donc pris contact avec SOS-Racisme, l'Asti, la LDH, la municipalité socialiste.

Gérard — On a alerté la presse locale et nationale. Antenne 2 en a parlé. Nous avons distribué un tract dans les cars montant au concert de SOS-Racisme et puis nous avons commencé à collecter du fric. Rien que sur le quartier, nous avons reçu 1 000 francs en bons de 10 F. J'en ai également parlé au boulot (Gérard travaille à Rhône Poulenc). Jusque-là, mes tentatives de lutte contre le racisme étaient assez à contre-courant. Mais là, j'ai constaté un sentiment très large de révolte. C'est vrai aussi dans les syndicats, la CGT a sorti une affiche et la CFDT soutient.

Propos recueillis par notre correspondant



Une scène déjà banalisée.

MOBILISATION URGENTE

Malgré la chaleur et l'approche des vacances, les mobilisations et les initiatives se poursuivent contre le racisme. Contre les bavures policières d'abord. Ainsi plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Franconville (Val-d'Oise) à l'appel de SOS-Racisme, pour protester contre l'agression d'un policier envers un jeune Marocain. A Lyon, le comité antiraciste dénonce le scandaleux tabassage intervenu le 26 mai dernier en gare de Perrache à l'encontre de ce jeune Maghrébin à l'occasion d'un contrôle d'identité.

Dans le même temps, la mobilisation s'élargit contre les lois racistes. Le comité de soutien parisien à la grève de la faim des Jeunes arabes de Lyon et de sa banlieue (JALB) vient de rendre publics les relais d'ores et déjà prévus en Ile-de-France. Plusieurs associations, telles que la CIMADE, Les nanas beurs ou Hors de la zone de Barbès ont déjà organisé des jeunes symboliques en soutien à la grève de la faim de Nasser et Djida.

« J'y suis, j'y reste » : tel est le slogan de cette action qui se veut vio-

lente et contraignante à l'égard du gouvernement. Elle entend obliger ce dernier à négocier avec cette génération qui marque, depuis plusieurs années, sa volonté de vivre en France et d'y acquérir l'égalité des droits.

Ces milliers de jeunes se sentent quotidiennement menacés. Et ils vont l'être davantage encore si le projet de loi que la majorité tient dans ses tiroirs, concernant le Code de la nationalité, passe à son tour au Parlement. SOS-Racisme qui vient également de tenir une conférence de presse a dénoncé ce texte avec virulence. Il consisterait en effet à faire disparaître le caractère automatique d'accès à la nationalité française. Il faudrait désormais montrer patte blanche, jurer fidélité à la Constitution, n'avoir jamais été condamné, etc.

Une fois de plus, la convergence des initiatives prises par les différentes associations s'impose. L'appel lancé par le collectif constitué par quarante organisations contre les lois sécuritaires va dans ce sens. Tout doit être fait pour en assurer le succès.

RASSEMBLEMENT CONTRE LES LOIS SECURITAIRES ET RACISTES

Lundi 7 juillet, à 18 h 30
Parvis des Droits de l'homme.
(Place du Trocadéro)

A l'appel du collectif constitué par les quarante organisations signataires de l'appel « à tous ceux que leurs libertés intéressent ». (SAF, SM, Ligue des droits de l'homme, SNJ, FEN, SNES, SNI-PEGC, SNPES, Fédération CFDT-Justice, STES-CFDT, syndicat CFDT de la police parisienne, Syndicat CGT des cours, tribunaux et chancellerie, CSF, Maison des femmes de Paris, CAIF, FASTI, LCR, PSU, les Verts, PAC, MRAP, MFPF, CNAL, Collectif féministe contre le racisme, etc.)

LA CINQUIEME CONVENTION DE L'END

Après Bruxelles, Berlin, Pérouse et Amsterdam, la cinquième Convention sur le désarmement nucléaire en Europe s'est tenue en France, à Evry, du 5 au 8 juin. 650 personnes se sont rassemblées, essentiellement des personnalités pacifistes, politiques, syndicales et des représentants des Eglises. On pouvait aussi bien trouver un représentant officiel du mouvement de paix soviétique que des porte-parole des mouvements indépendants d'Europe, de l'Est. Etaient également présents, entre autres, le maire d'Esteli, du Nicaragua, un représentant de l'ANC sud-africain, un de l'OLP et Oscar Temaru, leader du Front de libération polynésien.

A la différence des conventions précédentes, où il s'agissait de renforcer, d'approfondir et d'orienter les mouvements pacifistes, la quarantaine de groupes de travail sur des thèmes très divers n'a pas permis à cette

session d'être le moment où les forces pacifistes auraient pu se revivifier. Bien au contraire, la Convention d'Evry marque plutôt une régression, les débats ayant principalement porté sur la sécurité européenne, la dissuasion, la politique d'armement et Eureka.

Par ailleurs, on put observer un renforcement de la présence des forces institutionnelles qui ont contribué à déporter vers la droite les débats de cette Convention. Le Parti social-démocrate danois, le Parti travailliste britannique, le Parti socialiste espagnol et le Parti communiste italien ont tenté de faire partager leurs positions générales sur le désarmement, sur l'OTAN, sur l'Amérique centrale, sur la Méditerranée et sur l'IDS. Mais sans aucun souci des mobilisations de masse possibles, y compris sur des objectifs limités. A l'évidence, le CODENE français se trouvait à l'aise dans un tel cadre.

PAS DE SOU POUR CORY

Entre Corazon Aquino et les Etats-Unis, la lune de miel n'a jamais vraiment existé, mais cette fois les relations entre les deux pays se détériorent franchement.

Voilà déjà plusieurs semaines que Ferdinand Marcos entretient de son exil doré à Hawaï la combativité de ses troupes. Dimanche dernier, ils étaient plus de dix mille à exiger le retour à Manille du dictateur déchu. Washington ne bronche pas et laisse faire son ancien protégé quand il lui serait si facile de le mettre au pas.

De même, la visite que le secrétaire d'Etat américain, George Schultz, effectue ces jours-ci à Manille s'annonce mal. Les Etats-Unis qui ont soutenu politiquement Corazon Aquino en février dernier refusent de passer au stade suivant et de débloquent les fonds nécessaires à la remise en route de l'économie.

Marcos a laissé derrière lui un pays ruiné au budget grevé par une dette de 26 milliards de dollars. Cory, toujours modérée, a accepté d'honorer cette dette mais voudrait que les intérêts en soient renegociés. Elle a également demandé une augmentation du loyer que les Etats-Unis paient pour le maintien de leurs deux bases militaires (Subic Bay et Clark). Certains conseillers du nouveau régime voudraient multiplier par dix la somme de 180 millions de dollars que Washington paie actuellement. De quoi accentuer les remords de Reagan qui regrette déjà, dit-on, d'avoir lâché Marcos.

Les électeurs irlandais ont repoussé par 935 842 voix contre 538 279 le projet d'autorisation du divorce. Pour combattre cette réforme, pourtant bien modérée (le divorce ne devait intervenir qu'au bout de cinq ans de séparation de fait), la hiérarchie catholique a mis tout son poids dans la bataille.

PAS DE SANCTIONS CONTRE PRETORIA

Depuis l'instauration de l'état d'urgence en Afrique du Sud, le 12 juin dernier, 4 500 personnes — dont plus de 900 syndicalistes — ont été arrêtées et 86 ont été tuées, selon des estimations qui sont probablement inférieures à la réalité, la censure étant totale. Plusieurs dirigeants du COSATU (Congrès des syndicats sud-africains) ont été arrêtés avant la réunion qu'avait prévue, mardi 1^{er} juillet, la centrale syndicale. Pendant ce temps, le sommet de La Haye, qui réunissait les douze gouvernements de la CCE, s'est clos sur de pieuses déclarations d'intention. Les sanctions économiques sont repoussées dans un avenir improbable.

Devant l'indignation suscitée par le massacre des détenus dans les prisons de Lurichango et El Fronton au Pérou, le président Alan Garcia s'est vu obligé de prendre des sanctions, mais de manière à ne pas faire de vagues. Quinze officiers et quatre-vingts hommes de troupe de la Garde républicaine ont été arrêtés samedi 28 juin. Cela a permis au gouvernement de ne pas toucher à l'armée, qui détient le véritable pouvoir et mène la répression.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi 28 juin à Londres, contre la complicité de Thatcher avec le gouvernement sud-africain.

RETOUR DES CRISES EN ITALIE

L'ère des crises gouvernementales semble revenu en Italie. Après trois ans de stabilité, le gouvernement socialiste de Bettino Craxi vient de succomber à un vote de routine. La Démocratie chrétienne a, en effet, organisé, sur un projet de décret-loi de finances, un scrutin secret permettant dans l'anonymat toutes les défections. Le projet a donc été repoussé.

Ce n'est pas la première fois que pareille manœuvre parlementaire se produit, mais cette fois la coalition gouvernementale, formée des partis socialiste, démocrate-chrétien, libéral, républicain et social-démocrate, n'y a pas résisté. Il faut dire que cela fait un moment que les démocrates-chrétiens, qui représentent plus de 30 % des suffrages (alors que le PS en rassemble à peine 12 %), cherchent à tirer la couverture à eux et convoitent la présidence du Conseil. Reste à savoir si Craxi, de son côté, ne s'est pas ménagé une sortie... en espérant, pourquoi pas, se succéder à lui-même.

DOMENICHELLI A L'HOPITAL

Orestino Domenicelli, ce réfugié italien détenu à Fresnes en attendant que la justice française statue sur la demande d'extradition dont il est l'objet, vient d'être transféré à l'hôpital. Orestino fait la grève de la faim depuis deux mois. Il est incompréhensible que ce militant, dont le seul tort est d'avoir dans les années soixante-dix dénoncé la torture dans les prisons italiennes, reste à Fresnes. D'autres réfugiés pour lesquels l'Etat italien réclame aussi l'extradition ne sont pas détenus par la justice française. Orestino, maintenant très affaibli, attend que la chambre d'accusation de Paris examine la troisième demande de liberté provisoire plaidée par ses avocats le 11 juin dernier.

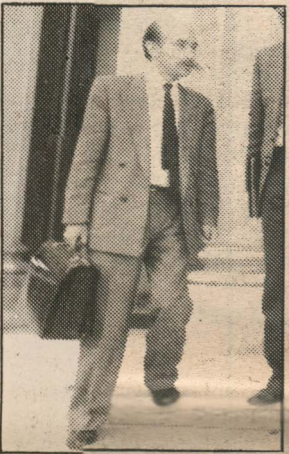
La dictature turque est décidément intégrée avec tous les honneurs dans le concert des nations européennes. C'est à Istanbul que va se tenir la réunion de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. D'après un rapport d'Amnesty International, cent-deux opposants au régime ont été condamnés à mort en 1965.

COURTS...

... METRAGES

DE PROFUNDIS

Claude Malhuret est, paraît-il, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme. Mais visiblement, il ne le sait pas. Invité sur France-Inter, à l'émission « Face au public », il a tenu des propos curieux : sur la lutte anti-apartheid, il ne sera pas un « jusqu'au-bouliste » et « désapprouve les sanctions économiques réclamées par l'ONU ». Le but de ce grand démocrate est « d'empêcher que l'Afrique du Sud ne devienne le Nicaragua ». Comme par la suite, notre possesseur de strapontins déclare, à propos des lois scélérates sur les libertés et les immigrés, qu'il a « participé aux textes gouvernementaux et (...) entendu », il n'y a plus qu'à enterrer un ministère qui n'est jamais né.

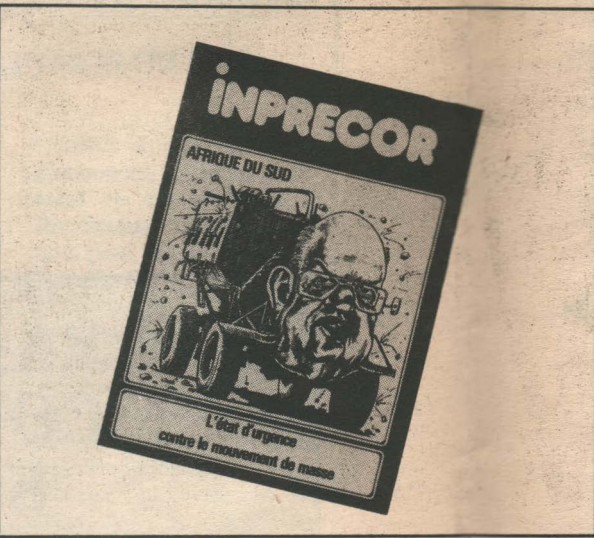


CORSE EN FRANÇAIS !

Paulu-François Leonetti, contrôleur du travail des transports en Corse, a été muté, arbitrairement, sur le continent. Il avait le tort, dans un rapport, où il dénonçait des infractions graves à la législation du travail (tel qu'un licenciement économique sans autorisation administrative, toujours en vigueur alors) de « corsiser » les lieux où s'étaient déroulées les infractions. Ajaccio était devenu Ajaccio... Rendez-vous compte du crime ! Communistes d'ailleurs avec la bénédiction morale de l'assemblée de Corse qui venait d'adopter une motion demandant « l'adoption de la langue corse dans la toponymie ».

Prise par le gouvernement socialiste, la sanction est mise en application aujourd'hui par un gouvernement libéral.

Sacré symbole ! « Aux revendications politiques, sociales, économiques et culturelles du peuple corse, l'Etat, qu'il soit représenté par un gouvernement de droite ou un gouvernement de gauche n'apporte qu'une seule et même réponse : la répression », concluent, dans un tract commun, de nombreuses organisations ouvrières et démocratiques, dont nos camarades de A Fiumara. L'union départementale CGT, qui a écrit la présente d'organisations et de partis politiques avec lesquels elle ne veut pas s'associer », a refusé de se joindre à cette démarche.



A EN PLEURER

SERIE NOIRE

Le bras tâtonnant renversa le verre, et ramena sa proie : le réveil indiquait 5 h 30. Dans la moiteur du lit, Paul-Hubert songeait aux bulletins-météo de ce début juillet : records battus tous les jours.

La tuyauterie rendit le son des ablutions du voisin du quatrième. A l'étage au-dessous, le père Roger commençait sa journée en beuglant l'air du « pit vin blanc ». Celui-là, il sifflait mieux le pinard que la chanson...

Quand même, avec cette chaleur, on va crever, et la gueule ouverte. Paul-Hubert s'était assis sur le lit, dans la position du penseur de Rodin, la pensée en moins. La sonnerie du réveil le fit se dresser, en maugréant contre ces enfoirés de capitalistes qui font la java et roupillent jusqu'à midi.

Il se dirigea vers le lavabo, leva les yeux vers la glace et... chauce ! A moitié chauve ! Ses cheveux étaient tombés par poignées pendant la nuit ! Terrassé, Paul-Hubert mordait sa serviette de bain. Un cri d'horreur monta de chez le père Roger. Puis un autre, venu d'ailleurs. Encore un autre, plus rapproché. Et bientôt une vague montante de pleurs et hurlements enveloppa l'immeuble. Dans la rue, les sirènes.

« Cette chaleur, nom de Dieu ! Chernot-Bile, bien sûr. »

Nicolas Jeanson

PETITE DEVINETTE

Voici des extraits du « Club de la presse » du dimanche 29 juin. A vous de deviner la personnalité politique interrogée.

A propos des jeunes immigrés de Lyon : « Je ne leur ai pas rendu visite. Mes comportements sont des comportements de cohérence. Je viens de refuser un permis de construire pour une mosquée à Villeurbanne, non pas qu'il ne faille pas de mosquée, mais celle-ci ne correspondait à aucune règle de sécurité. Il n'y a notamment pas de parking. »

Un journaliste : « Mais les immigrés ne roulent pas tous en Mercedes. »

Réponse : « Détrompez-vous, à Villeurbanne, il y a beaucoup de Mercedes chez les familles immigrées. »

A propos des immigrés dans les écoles : « Certaines reçoivent

jusqu'à 85 % de petits Maghrébins. Ça pose des problèmes. [...] Pourquoi les parents mettent leurs enfants dans une école religieuse ? Il s'agit de l'Immaculée-Conception. NDLR] Parce que, jusqu'à nouvel ordre, les écoles catholiques ne reçoivent pas de musulmans. Pendant ce temps, l'école publique devient l'école dans laquelle il y a le plus fort pourcentage de non-Français. Personne n'ose dire ça. Ce qui fait que, si cela continue, il y aura de moins en moins de Français dans l'école publique. Je dis que cela n'est pas tolérable. »

Encore une citation pour vous aider : « Ce n'est pas être raciste que de dire que les gens admettent parfois difficilement certaines odeurs de cuisine, le bruit, quelques musiques et que des exaspérations naissent de ces différences de culture. »

Allez, on arrête. Eh bien, ça n'est pas « lui »... C'est Charles Hernu. Tout commentaire serait superflu !

MULTIPLICATION DES COPIES TAPIE

CFDE, EPI (Engineering, investissement et participation), vous connaissez ? Inutile de vous torturer les méninges, d'aller chercher ces sociétés-là dans le répertoire des valeurs sûres, cotées en Bourse. Ce sont les noms de sociétés-bidon, qui avaient la particularité d'en racheter d'autres encore plus mal en point ! Après avoir sévi dans le Nord, les « repreneurs » ont fait des ravages — et quelques chômeurs supplémentaires — dans le Sud-Ouest. Quelques dizaines de milliards de centimes disparus sans laisser d'adresse, signale le journal Sud-Ouest qui a eu vent de l'affaire dès octobre 1982.

Il est vrai qu'à force de faire l'éloge de Tapié, on multiplie les copies.

COURTS...

... METRAGES

N'AVEZ-VOUS RIEN OUBLIE ?

Cette semaine, vous avez beaucoup de choses dans la tête. Il y a ceux qui sont en vacances et qui ne pensent plus qu'à cela. Il y a ceux qui vont partir et qui y pensent beaucoup. Et puis, il y a ceux qui ne pourront partir et qui, furieux, pensent qu'un jour, il faudra que ce soit leur tour.

Mais la pensée pour Rouge, là-dedans ? Pensez un peu à nous, on est toujours là, et vous le sentirez durement quand le journal que vous aimez tant ne vous parviendra pas. Le précédent trimestre, vous avez été près de 2 500 à payer votre abonnement militant. Un bon début, mais pour ce trimestre, cela ne va plus. Il y a visiblement une contradiction entre les vacances et la vente de Rouge, alors que vous savez tous qu'on ne peut vivre sans Rouge et que celui-ci ne peut vivre sans vous.

Il n'y a plus qu'une solution : dès la lecture de cet article, arrêtez tout ! Sortez vos 150 francs, précipitez-vous à la poste ou auprès de votre diffuseur et payez. Et si vous êtes diffuseur, faites la même chose, mais dans un sens opposé. Bondissez auprès de vos abonnés, en vous excusant de votre retard, puis galopez à la poste pour envoyer le précieux butin à Montreuil, en vous souvenant que les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Voilà le geste militant que 2 500 d'entre vous vont faire cette semaine, sinon, pas de Rouge et un été qui sera gâché !

DEMOCRATIE A LA PCF

Vendredi 20 juin, la section de Tarbes de la LCR organisait une réunion-débat avec Alain Krivine qui a regroupé une quarantaine de militants. La présence de militants du PCF et de nombreux militants de la CGT a fait tourner le débat sur les luttes ouvrières et notamment les problèmes de l'unité avec la CFDT, perspective assez contestée au départ par plusieurs militants ouvriers présents.

Ce débat fraternel a pu avoir lieu malgré la tentative de la mairie communiste d'empêcher la réunion. Dans un premier temps, elle se refusa à donner une salle, puis elle accepta d'en prêter une avec tout le matériel nécessaire. A 20 heures, les militants découvrirent une salle vide, sans chaise ni table. Le meeting débuta donc dehors sur l'herbe. Ce n'est qu'après de multiples interventions téléphoniques que les chaises arrivèrent. Mais c'était la fin du meeting. Curieuse conception de la démocratie ouvrière.

SOIREE INTERNATIONALISTE A VITRY

Près d'une centaine de personnes se sont réunies, vendredi 20 juin, à Vitry, à l'appel du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et de la LCR. Après la projection d'un diaporama sur les luttes contre la dictature de Pinochet, un membre de la direction du MIR et un camarade du bureau politique de la LCR ont pris successivement la parole.

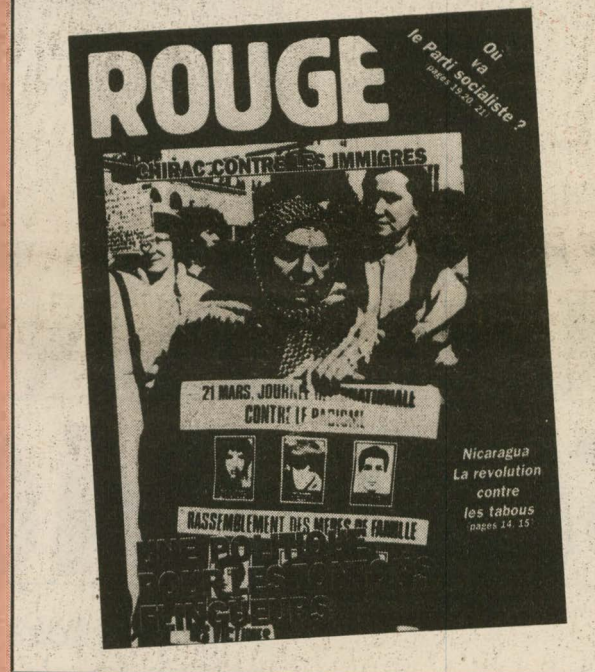
Sur Vitry, cela fait maintenant près d'un an que ce processus est engagé. Après un débat sur le Nicaragua, et la participation active des camarades du MIR à la campagne électorale de la Ligue en mars 1986, il était donc normal de se retrouver, ce 20 juin, pour une initiative qui s'est conclue par un buffet dans une ambiance chaleureuse !

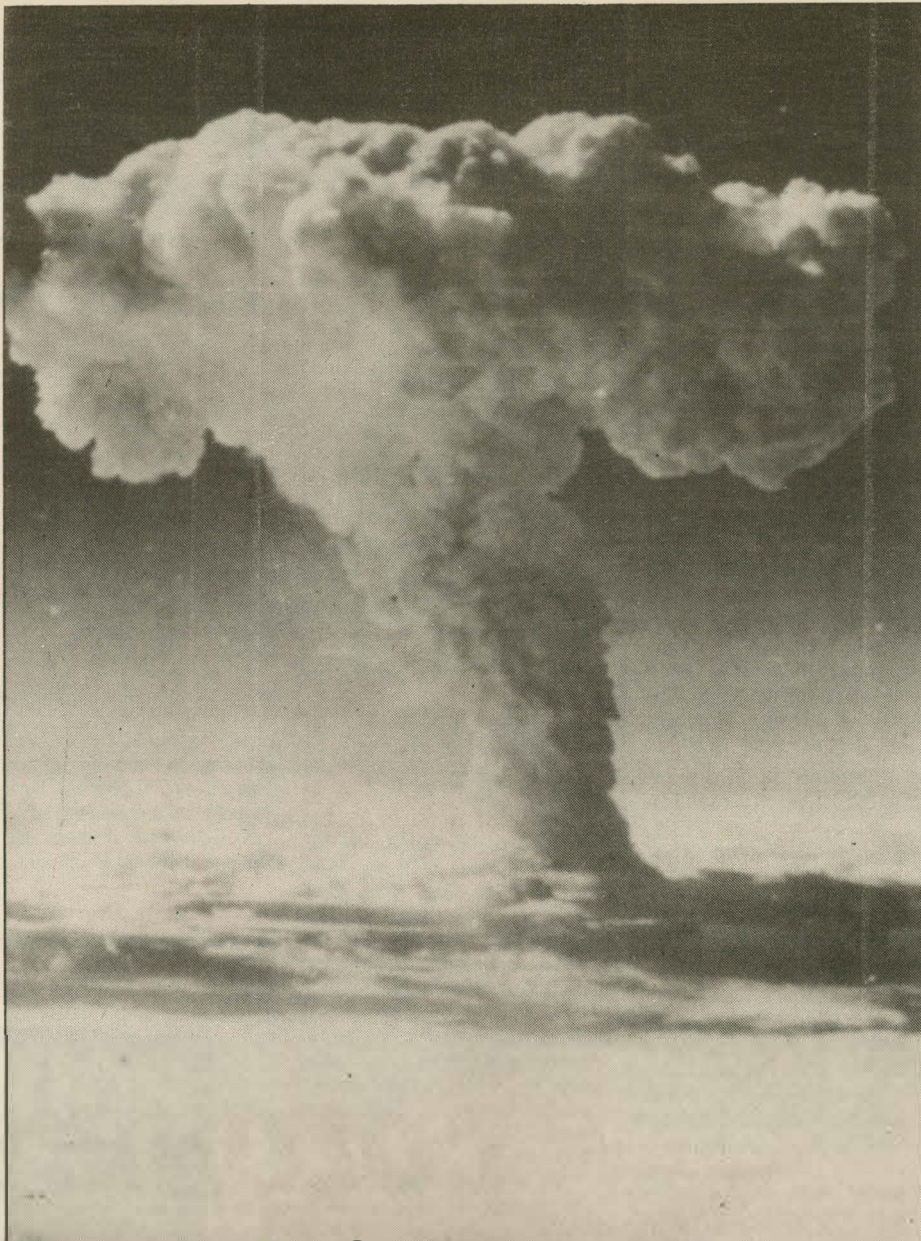
FETE POPULAIRE A PERPIGNAN

Samedi 28 juin, la fédération des Pyrénées-Orientales organisait sa fête annuelle dans le magnifique parc municipal de Clairfont à Toulouges, près de Perpignan. Beaucoup de stands, de la musique, des projections-videos, un meeting et un débat avec Alain Krivine et... un soleil de plomb.

Cette année, malgré la morosité ambiante, plus de 450

personnes sont venues à cette fête, soit une bonne cinquantaine de plus que l'an passé. Certes, les militants de la LCR sont connus dans la région et nul n'oublie le rôle qu'ils jouent dans la solidarité avec les travailleurs des poubelles Bella. Cette fois pourtant, ce fut un véritable succès pour la seule organisation révolutionnaire présente dans une région fortement gangrénée par le Pen. Cette fête populaire se termina avec un grand bal vers trois heures du matin. En attendant l'année prochaine...





TCHERNOBYL-SUR-PACIFIQUE

Petit « territoire d'outre-mer », la Polynésie française sert de terrain d'expérimentations au lobby nucléaire français. Maire de Faa'a, petite ville située à Tahiti, et leader du Front de libération polynésien, Oscar Temaru peut témoigner des ravages de cette politique. « Rouge » l'a rencontré, à l'occasion de la cinquième conférence de l'European Nuclear Disarmament, organisée récemment à Paris.

□ *Les premiers essais nucléaires français se sont déroulés en Algérie. Après l'Indépendance de celle-ci, il se sont poursuivis en Polynésie. Comment le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) a-t-il été imposé à la population ?*

Oscar Temaru — A l'époque, en 1958, il y avait une Assemblée territoriale. Ses membres furent invités par de Gaulle qui les informa que la France avait décidé d'installer le CEP « afin, a-t-il dit en substance, de remercier les Polynésiens d'avoir envoyé leurs enfants mourir pour la patrie en

1914-1918 et en 1939-1945 ».

Le gros de la troupe est arrivé en 1963. L'un des premiers problèmes fut la spéculation foncière. De grandes propriétés ont été achetées à des prix exorbitants pour faciliter l'arrivée des métropolitains. Il y eut des bagarres entre les militaires et les jeunes du pays. Les premiers ont commencé à prendre les terres, les femmes et tout le reste.

□ *Quels ont été les effets économiques et sociaux de cette intrusion des militaires ?*

O. T. — Avec l'arrivée de l'armée, les gens ont aban-

onné leurs activités habituelles comme la pêche et l'agriculture et se sont embauchés dans les entreprises privées sous-traitantes de l'armée. Ils ont quitté les campagnes en masse.

En 1965, il y avait 2 500 habitants à Faa'a, la deuxième ville du pays. En 1986, il y en a près de 25 000, une croissance naturelle aurait donné 6 000 à 7 000 personnes. Il s'agit d'une véritable explosion démographique, les campagnes se sont vidées. On trouvait du travail sur les chantiers de construction. Dix mille personnes travaillaient directement pour l'armée, actuellement, il y en a deux mille, sans comp-

ter les emplois des entreprises sous-traitantes.

Les premiers gros travaux ont concerné la construction d'un aéroport international. Avant, il fallait quarante-cinq jours pour aller d'Europe à Tahiti par bateau. Les travaux de cet aéroport ont commencé au moment des événements d'Algérie, bien avant l'Indépendance. Notre avenir était donc déjà décidé. Le district de Faa'a a été bouleversé. La commune fait cinq kilomètres de long et la piste quatre. On peut mesurer l'ampleur du changement. De plus, ils ont ensuite construit des casernes pour les militaires, élargi les passes pour que les cargos puissent pénétrer dans l'atoll, etc. Puis, en 1966, a eu lieu le premier tir nucléaire en atmosphère.

□ *Les jeunes ont manifesté leur opposition à cette invasion. Ont-ils été les seuls ?*

O. T. — Les partis politiques autonomistes ont commencé à dénoncer les expériences atomiques et à réclamer un statut d'autonomie interne. Les Eglises ont également protesté. Depuis vingt ans, l'agitation n'a cessé sur cette question. D'ailleurs, la partie principale de l'île est aujourd'hui quadrillée par les gendarmes, les casernes et les légionnaires.

□ *L'arrivée massive des métropolitains a eu une influence importante sur le coût de la vie ?*

O. T. — Oui. Une catégorie de la population (propriétaires terriens et immobiliers, importateurs) a beaucoup profité de l'immigration métropolitaine. A l'heure actuelle, le prix moyen du terrain est de cinq à six cents francs le mètre carré ; il atteint même à Papeete vingt mille francs le mètre carré. Aucun Tahitien ne peut accéder à la propriété. Seuls les fonctionnaires, les militaires et les caldiches le peuvent.

Les Français ne savent pas que les salaires sont multipliés par 2,5 pour les fonctionnaires et que ceux-ci ne paient pas d'impôts. Des sommes considérables sont ainsi dépensées par le gouvernement français. Les entreprises qui investissent là-bas bénéficient de 50 % de dégrèvement d'impôts. Les dernières mesures du gouvernement Chirac favorisent et renforcent l'immigration en Polynésie. Aujourd'hui les 35 000 « métrô » représentent 25 % de la population.

□ *Quelle politique d'information sur le nucléaire*

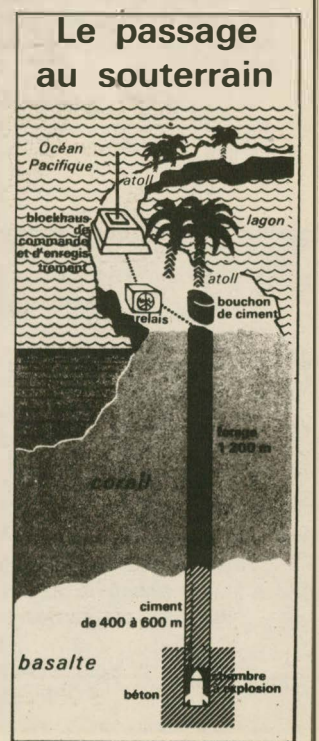
est menée auprès de la population ?

O. T. — La population n'est pas informée. Les gens ont vu les militaires s'installer du jour au lendemain sans comprendre. Ce n'est que longtemps après, qu'ils ont su que le CEP était construit. La presse locale, style « chiens écrasés », ne reproduit que les déclarations de l'armée et les discours des ministres français qui sont de passage. Nous, qui sommes pourtant sur place, c'est par la presse que nous apprenons qu'il y a eu tir. Et encore, les journaux ne font que reproduire les informations de Nouvelle-Zélande.

L'armée ne prévient jamais la population, nous sommes au courant deux ou trois jours après, comme vous à Paris ! Il n'a jamais existé d'information approfondie sur le nucléaire au niveau de la population. A propos de Tchernobyl, un très bon article est paru dans le Monde. L'auteur disait qu'en France, il faudrait que la population soit informée, que les médecins étudient les effets de la radioactivité, que les enfants soient éduqués là-dessus. C'est une très bonne déclaration. Très peu de choses sont faites en France. En Polynésie, c'est encore pire, c'est le mur du silence, alors qu'il y a eu des dizaines de tirs.

□ *Comment savez-vous qu'il y a des irradiés et quel est le nombre de victimes ?*

O. T. — Je suis témoin de ce qui s'est passé à Mururoa. Les feuilles des cocotiers se sont décolorées, des ouvriers sont morts pour avoir consommé du poisson. Des personnes sont malades comme à Tchernobyl, avec des cloques partout. Dans l'hôpital civil de Mamao, la



Le croquis ci-contre montre la profondeur somme toute relative à laquelle la chambre d'explosion est placée.

majorité des médecins sont des militaires. Lorsqu'ils tombent sur un malade qu'ils n'arrivent pas à soigner, ils l'envoient en France.

Tahiti est à 1 200 kilomètres du lieu des tirs. Pourtant, en 1977, M. Bourrier, président de la commission permanente de l'Assemblée territoriale, a pu constater l'existence de strontium 90 dans l'atmosphère au-dessus du marché de Pateete. L'espérance de vie des Polynésiens, qui se nourrissent de beaucoup de poisson, est de 55-60 ans, alors qu'en Europe, elle est environ de 70 ans. Sur l'atoll de Mururoa, il est interdit de manger du coco.

Aucune statistique de santé n'a été publiée. Ce serait pourtant un outil nécessaire pour évaluer un tant soit peu les méfaits du centre d'expérimentation. Nous réclamons que des experts indépendants puissent, en toute liberté, faire leurs observations.

□ *La France pratique la politique du secret sur tout ce qui concerne le nucléaire et par ailleurs réprime le mouvement indépendantiste. Ou en êtes-vous ?*

O. T. — L'affaire du *Rainbow Warrior* a beaucoup contribué au travail de sensibilisation mené depuis plusieurs années. Au Japon, en Australie, en Nouvelle-

Zélande, quand on dénonçait les méfaits de l'armée, les gens étaient sceptiques. Pour eux, la France était le pays de la liberté, de la démocratie. Maintenant, ils acquièrent une vision différente. En 1983, nous avons remporté les élections municipales de Faa'a. Nous avons ensuite obtenu deux sièges à l'Assemblée territoriale. Nous intervenons dans ces deux institutions. C'est un grand pas. Le 16 mars 1986, plus de 5 000 voix se sont portées sur la liste indépendantiste. Nous sommes un parti neuf, nous existons depuis dix ans. Notre problème essentiel est de toucher la population.

Lors de son dernier passage, mon collègue et moi avons remis à Bernard Pons une lettre adressée au gouvernement français demandant un référendum sur l'indépendance, sous contrôle du comité de décolonisation des Nations-Unies. Nous demandons, comme les Kanaks, que ne participent au scrutin que les gens nés dans le pays et que cela se fasse en décembre 1987.

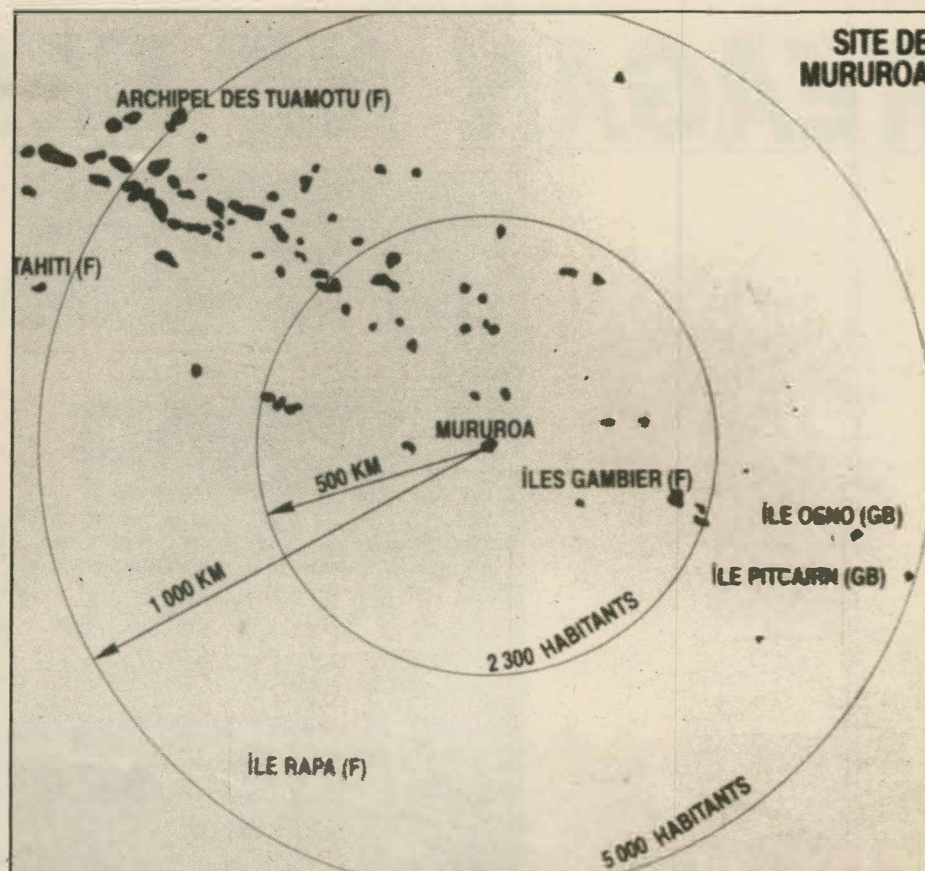
D'autre part, nous avons défini une action visant à libérer Charlie Ching et ses compagnons. Les Turenge sont considérés comme des martyrs. Charlie et ses amis n'ont fait que manifester ; pour nous, ce sont eux les martyrs. Nous proposons un échange. Des contacts vont être pris avec les gouvernements néo-zélandais et français.

□ *De quelle solidarité avez-vous besoin ?*

O. T. — D'abord, nous avons toujours soutenu le peuple kanak. Nous comprenons très bien le sens profond de leurs revendications. Nous les aidons du mieux que nous pouvons, financièrement et moralement. Car leur lutte est la nôtre et nous avons des échanges étroits.

Pour nous, la solidarité internationale démarre. Il faut continuer. Nous sommes en relation avec le CODENE. Au cours de la cinquième Convention européenne pour le désarmement nucléaire, j'ai pu témoigner des conditions de vie et de lutte chez nous. J'ai pris contact avec de nombreux pays. Mais ce n'est qu'un début. La « solidarité » entre les gouvernements, elle, est beaucoup plus avancée. Il existe ainsi, dans le Pacifique, une étroite complicité entre la France et les Etats-Unis. Les navires américains peuvent accoster sans problème à Nouméa comme à Papeete. Et puis, la France fait partie du Marché commun ; nous, qui sommes sous tutelle française, nous nous retrouvons concernés par les éventuelles décisions du Parlement européen. C'est dire si notre destin se trouve loin de chez nous. C'est dire aussi l'importance que doit avoir la solidarité des autres peuples à notre égard.

Propos recueillis par
Sylvain Lassere
et Alain Rhodes



COLONIE OUBLIEE

A beaucoup, la Polynésie apparaît comme un paradis. Mais la réalité est fort éloignée de cette image d'Épinal.

A 19 000 kilomètres de Paris, la Polynésie « française », territoire d'outre-mer, de 160 000 habitants environ, est formée de plusieurs archipels. Parmi eux, celui de la Société, où se trouve l'île de Tahiti avec sa capitale, Papeete, ses 60 000 citadins et sa deuxième ville, Faa'a, de 25 000 personnes. Tahiti est éloigné de 1 200 kilomètres de l'atoll de Mururoa qui, lui-même, est en fait la couronne émergée d'un volcan éteint. De forme ovale, l'étroite bande de terre, d'un périmètre de 53 kilomètres s'élève en moyenne à deux mètres au-dessus du niveau de la mer. Et à 40 kilomètres plus au sud de Mururoa, on trouve l'atoll de Fangataufa où la France continue ses essais nucléaires.

Bien que les tirs français soient couverts par le secret, on admet que, depuis 1966, il y a eu plusieurs dizaines de tirs aériens et plus d'une centaine de souterrains. Le sous-sol de Mururoa ressemble à un véritable gruyère. L'exiguïté et la nécessité d'espacer les points d'explosion ont contraint les responsables du Centre d'expérimentation du Pacifique à organiser les tirs dans la zone centrale de l'atoll de Mururoa, c'est-à-dire, dans les roches situées sous le lagon

à trente ou quarante mètres de profondeur.

La Polynésie a, par habitant, l'un des PNB les plus élevés de la région. Mais il est entièrement « importé » de France. L'économie de Tahiti se trouve aujourd'hui tributaire à 90 % de l'armée. Le chômage se développe et touche de plein fouet les jeunes Polynésiens : 3 600 d'entre eux sortent chaque année sans formation. Sur cent Polynésiens qui rentrent à la maternelle, quatre seulement quitteront le lycée avec le bac. Beaucoup parlent à peine le français. La jeunesse polynésienne est potentiellement explosive.

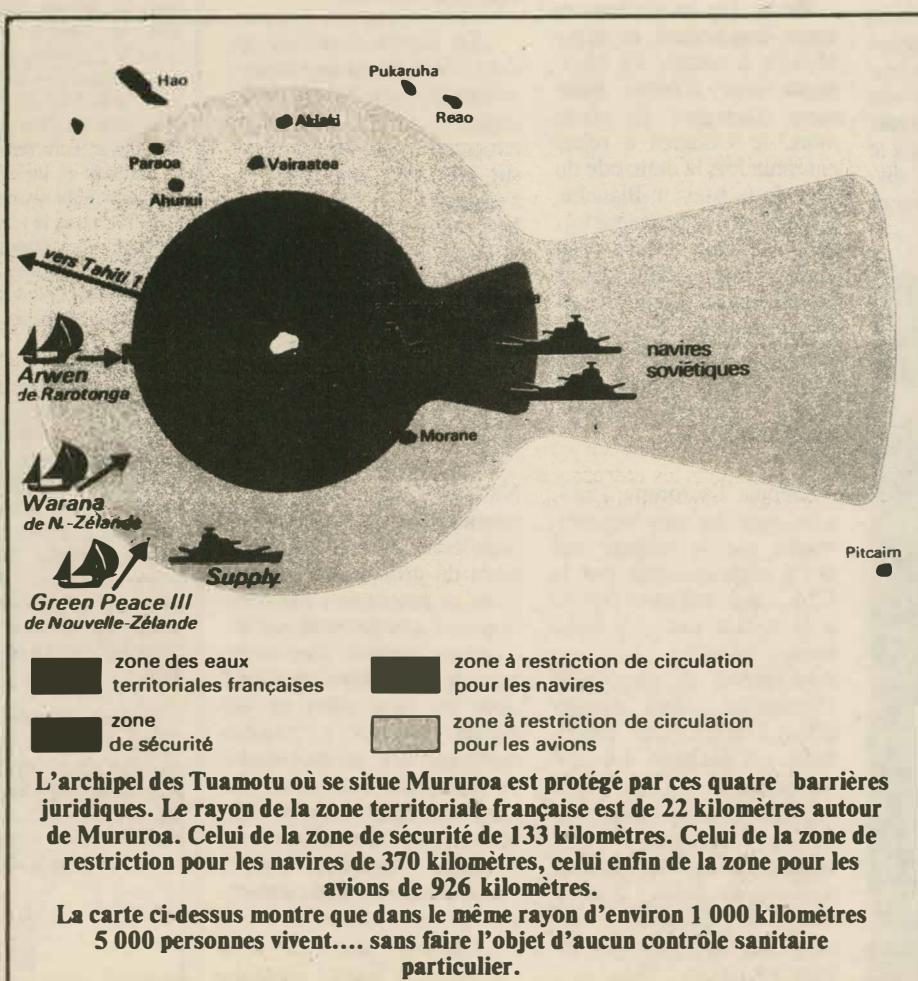
Le contraste s'accroît entre la ville européenne, Papeete, et les bidonvilles limitrophes, essentiellement concentrés à Faa'a où s'installent les jeunes attirés par la ville et qui, souvent, ne trouvent pas de travail. L'équilibre économique du territoire est totalement détruit par l'introduction d'une richesse artificielle qui ne profite pas aux Polynésiens. De 1977 à 1983, l'effectif des Européens a progressé plus vite que l'ensemble de la population : 26 % contre 21,4 %. Les Polynésiens s'inquiètent et craignent à plus ou moins long terme de devenir minoritaires comme les Ka-

naks le sont en Nouvelle-Calédonie.

Depuis 1984, ce territoire est régi par un nouveau statut d'autonomie interne. D'un côté, l'Assemblée territoriale avec son gouvernement, disposant des pouvoirs d'une large autonomie interne et dont le président est Gaston Flosse, député RPR à l'Assemblée européenne. De l'autre, l'Etat français, compétent en matière de justice, de défense, de monnaie et de la plus grande partie des relations extérieures, est en partie représenté par les maires et les députés de l'Assemblée nationale. Le 16 mars dernier, les Polynésiens ont voté pour les législatives et le renouvellement de l'Assemblée territoriale.

Le mécontentement s'étend et touche même ceux qui soutenaient le potentat Gaston Flosse. Le tourisme décline, le coût de la vie et les tarifs aériens connaissent des augmentations vertigineuses. Fait nouveau, les Eglises, implantées partout, y compris dans les villages les plus reculés, prennent leurs distances avec Gaston Flosse. Les partis indépendantistes, qui ne séparent pas leurs revendications de leur lutte contre les essais nucléaires, ont un poids de plus en plus important.

A. R.



REAGAN NE RENONCE PAS



Le quatuor infernal : Reagan, son chef de cabinet, Schultz et Mac Farlane.

Le Congrès des Etats-Unis vient de décider la reprise de l'aide à la contra nicaraguayenne. Elle reçoit ainsi le feu vert pour commettre de nouveaux massacres et de nouveaux sabotages.

Par 221 voix contre 209, le Congrès des Etats-Unis a voté, le jeudi 26 juin, cent millions de dollars d'aide à la « contra » nicaraguayenne. Ce vote est l'aboutissement d'une intense pression de Ronald Reagan. Pendant trois mois, il n'a négligé

aucun moyen pour obtenir ce vote. Il n'a pas hésité à influencer personnellement les démocrates qu'il jugeait hésitants, allant jusqu'à leur téléphoner mercredi de son avion personnel. N'ayant pas été autorisé, comme il le souhaitait, à faire un discours devant la Chambre

des représentants, il s'est rabattu sur la télévision le mardi 24 juin. Le chef de l'exécutif américain a été secondé dans ses efforts par les républicains qui ont battu le ban et l'arrière-ban de leurs effectifs. Un vieux représentant de l'Illinois, hospitalisé pour un cancer, a ainsi été tiré de son lit et amené sur une chaise roulante, afin de pouvoir voter.

Différences tactiques

Tous ces efforts ont payé. Parmi ceux qui ont donné satisfaction à Reagan, on compte cinquante et un démocrates. Il semble toutefois que les considérations électorales ont particulièrement pesé. La Maison-Blanche n'a en effet pas lésiné sur les adjectifs, les réticents se voyant traités de communistes ou presque. Les élections étant en novembre, on comprend les angoisses des honorables parlementaires. Il n'est cependant pas exclu que la majorité d'Américains opposés à toute aventure militaire ait fait réfléchir, pour des motivations analogues, les quelques républicains qui se sont prononcés contre les projets de Reagan. D'après un sondage ABC et Washington Post, 62 % de la population se montre opposée à l'aide aux contras...

Reste que les différences entre démocrates et républicains à propos du Nicaragua sont d'ordre purement tactique. En trois mois, le Congrès a rejeté par deux fois la demande du chef de la Maison-Blanche. Ce n'est pas la première fois qu'il se fait prier : l'an passé, il s'était déjà payé le luxe d'un vote négatif, quelques semaines avant d'accorder à la contra, vingt-sept millions d'une aide qu'on appelait encore « humanitaire ».

Depuis l'automne 1984, à la suite du scandale provoqué par le minage des ports nicaraguayens par la CIA, l'aide militaire directe à la contra était officiellement interdite. Ce qui n'empêchait en rien l'aide clandestine. Mais aujourd'hui, l'intervention américaine est déclarée. Le vote du Sénat, à majorité républicaine, semble n'être plus qu'une formalité. Les contras vont recevoir 40 millions de dollars tout de suite, 20 millions le 15 octobre prochain et 40 millions en février 1987.

Les premières livraisons comporteront des armes légères, des lance-grenades, des munitions et des lance-missiles portables Stinger. Puis suivra l'armement lourd, en même temps que les mercenaires seront entraînés directement par le département de la Défense. On imagine les facilités que cette manne va apporter à des troupes divisées et qui ont connu de sérieuses difficultés militaires au cours des derniers mois. On pense surtout aux nouveaux massacres et aux destructions qu'elle va leur permettre, dans un pays où une guerre non déclarée a déjà fait, depuis 1981, vingt-quatre mille morts dans la population civile.

A l'annonce du vote, la direction nationale du Front sandiniste a annoncé dans un communiqué « un renforcement des mesures de sécurité », et a appelé la population organisée à « renforcer la vigilance révolutionnaire, la défense civile et tous les mécanismes politiques qui empêchent le sabotage de l'économie et de l'infrastructure du pays ». Le quotidien réactionnaire la Prensa a été suspendu pour une durée indéterminée, en application du décret d'état d'urgence promulgué en octobre 1985.

Mesures de sécurité

La contra essaie de se doter d'un visage de respectabilité et d'une façade « politique ». Les Etats-Unis aimeraient pouvoir compter sur elle sans trop avoir à s'engager directement. Mais, toute future escalade militaire se trouve légitimée à l'avance par le vote des crédits. C'est bien, selon l'expression de Thomas Foley, représentant démocrate de l'Etat de Washington, « une guerre par procuration ».

Reagan veut isoler le Nicaragua sur la scène internationale. Il s'efforce de faire échouer les négociations du groupe de Contadora, au besoin en y mettant le prix. Le projet voté par le Congrès prévoit ainsi une aide de trois cents millions pour les pays alliés de la région. Quand à l'arrêt rendu par la Cour de justice de La Haye, mercredi 25 juin, donnant raison au Nicaragua et condamnant la politique agressive des Etats-Unis, Reagan paraît s'en moquer comme de son premier lasso.

Sophie Joanny

COURRIER DES LECTEURS

BORDEAUX : DEMENTI

Dans Rouge n° 1211, au cours d'un article consacré à la lutte du foyer Leydet, nous écrivions : « Un enfant vient de mourir de malnutrition dans ce local déjà habité où la mairie veut installer cinquante lits supplémentaires. »

Cette information que nous n'avions pas vérifiée nous a été donnée lors de l'interview que notre correspondant a réalisée auprès des usagers du foyer Leydet. Elle est fautive. Les locaux proposés sont ceux d'un autre centre d'hébergement d'urgence situé à la Bastide. Le bébé est mort de la « mort subite du nourrisson », en aucun cas de malnutrition. Une autopsie l'atteste. A qui profite un tel mensonge ?

En premier lieu, à la DASS, qui a décidé de fermer ce centre sous prétexte d'insalubrité. Aucun détail n'est donné et pour cause ; d'importants travaux (gaz, électricité, sanitaires...) ont été réalisés par les usagers du centre.

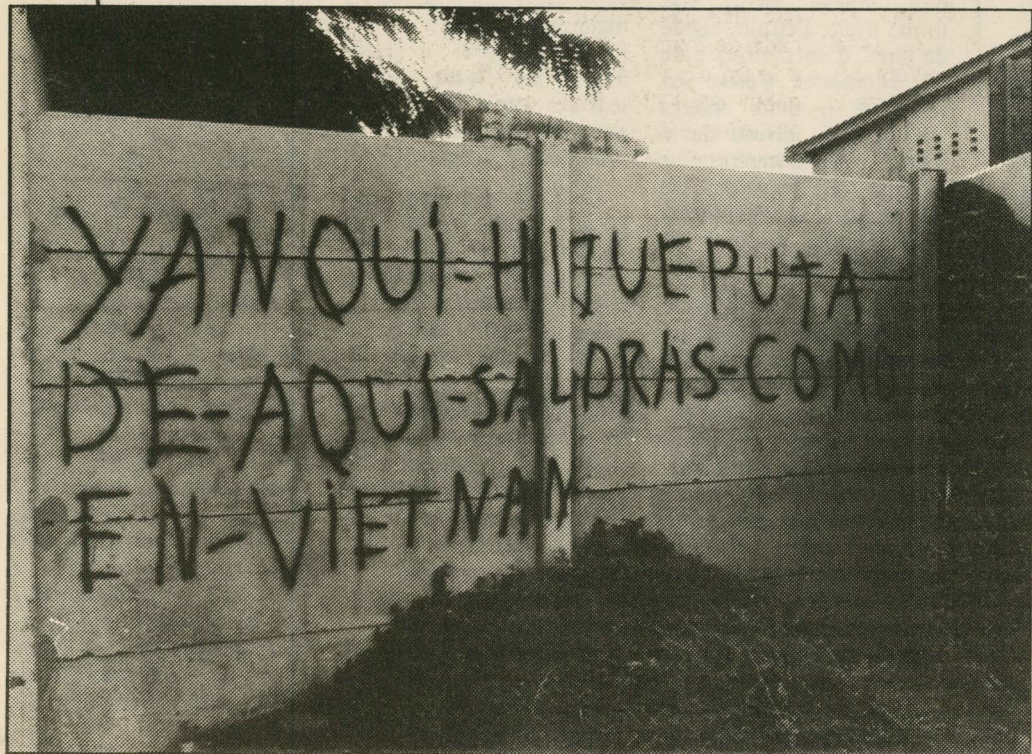
Pour toutes ces personnes auxquelles il ne reste plus rien, ce lieu est devenu un endroit dans lequel elles peuvent momentanément reprendre des forces, trouver une solidarité. La spécificité de ce centre était l'accueil des couples avec ou sans enfant, et non des célibataires.

Aujourd'hui, tout est remis en cause. Dans un premier temps, ce sont les femmes enceintes et les mineurs (vingt et un ans pour la DASS) qui devraient partir. Actuellement, c'est la fermeture pure et simple du centre que la DASS propose pour le 10 juillet. Mise à la rue, séparation des couples, solutions individuelles : voilà les plus démunis des travailleurs renvoyés à la solitude et au désarroi. Un comité de soutien s'est constitué avec le comité de défense du quartier, la CSCV, l'Amicale laïque des écoles. D'autres soutiens sont attendus.

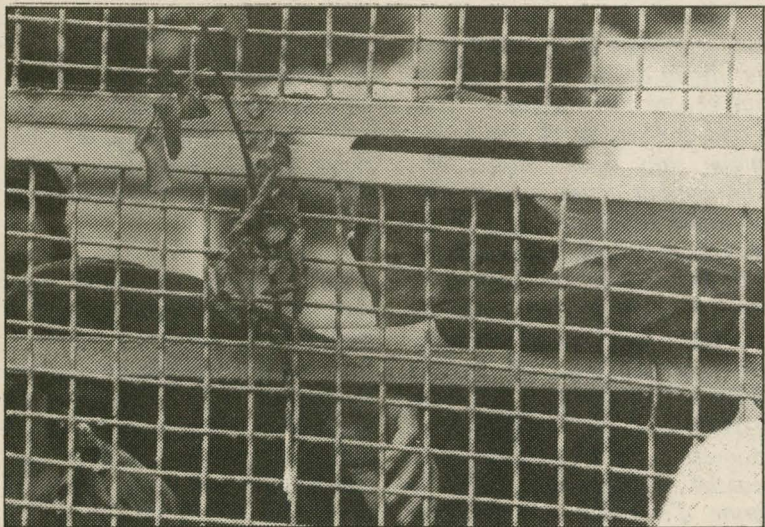
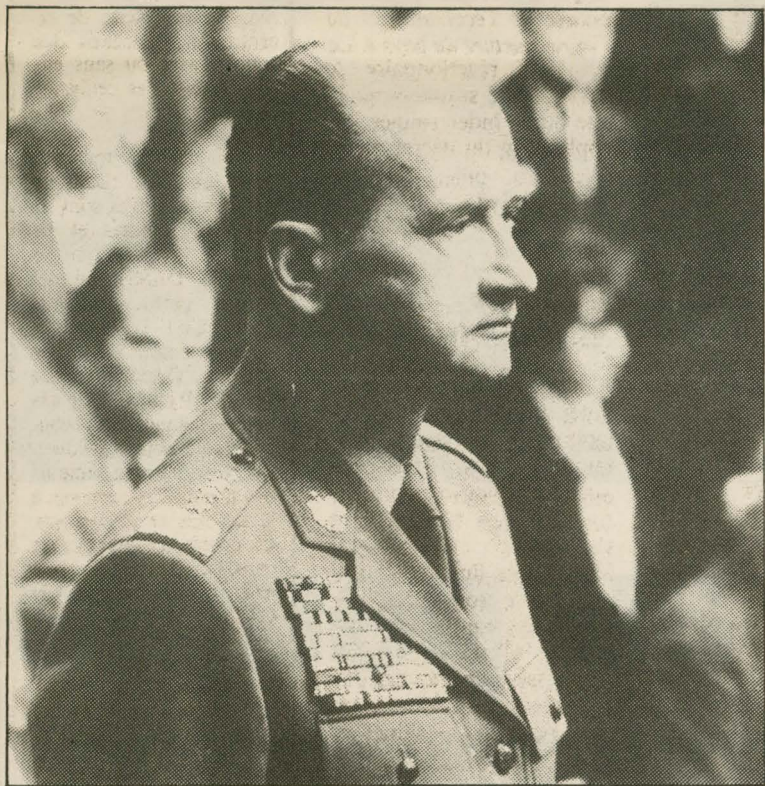
Le mensonge ne profite qu'à ceux qui recherchent la division des forces. Puisque les riches n'existent plus depuis la suppression de l'IGF, il ne devrait plus exister de pauvres. D'autres centres d'hébergement connaîtront sûrement d'autres luttes. C'est à l'unité de toutes ces luttes qu'il faut travailler, non à leur division.

Alors ? Quelles est l'origine de cette rumeur à laquelle nous avons, malgré nous, contribué ? Inconnue pour l'instant, mais tout finit bien par se savoir. Affaire à suivre.

Des lecteurs de Bordeaux



Opposants ouvriers et socialistes en Pologne



Alors qu'au X^e Congrès du POUP, Jaruzelski paraît avoir consolidé son pouvoir, une nouvelle force clandestine se structure. Et elle témoigne que les bureaucrates n'ont pas étouffé les aspirations au socialisme et à l'autogestion.

Nous vous proposons une nouvelle forme de résistance civile : la grève des loyers. Ceux-ci viennent une nouvelle fois d'être augmentés. Nous pouvons refuser cette augmentation. Lors de la précédente hausse des loyers, dans certaines villes (Bielsko-Biala, Cracovie, Varsovie), les locataires ont refusé de payer et, dans la plupart des cas, cette attitude a produit les effets escomptés : la hausse fut réduite à près d'un tiers. La grève des loyers consiste en un refus de payer l'ensemble du loyer. Cette forme peut être employée lorsqu'un grand nombre de locataires est prêt à agir, par exemple un grand immeuble. Un refus de payer la somme correspondant à l'augmentation nouvellement introduite. (...)

« Nous vous invitons à discuter du contenu de ce tract, à vous assurer du soutien d'un juriste et à commencer la grève. Notre sort est entre nos mains, ne baissons donc pas les bras. »

Ce tract est signé par les groupes de l'Entente de l'opposition ouvrière (POR) de Varsovie rive-droite. Distribué massivement au début de l'année dans

les quartiers HLM de Brudno et Targowek, il a fait l'effet d'une bombe. Loin de se contenter de réaffirmer une nouvelle fois les thèmes généraux de l'opposition polonaise, il montrait en effet comment il s'avérait possible de lutter aujourd'hui, autour d'un des problèmes les plus aigus de la société polonaise : la crise du logement. Cette dernière provoque des augmentations en cascade de loyers : de 100 à 250 % à la fin de 1984, puis 250 % au début de 1986. Mais une telle initiative a également permis de regrouper rapidement d'autres structures de Solidarnosc autour de l'action de la POR. Après un premier tract distribué par les seuls militants de la POR, un second, émanant également de la POR, fut diffusé dans l'unité par divers militants de Brudno et Targowek. Au bout du compte, l'initiative s'est révélée fructueuse. Ainsi, dans le quartier de Targowek, la grève des loyers se généralise depuis février.

Belle réponse à ceux qui, lors de l'apparition de l'opposition ouvrière au printemps 1985 s'interrogeaient sur le bien-fondé d'une telle démarche, y voyant un risque de division du mouvement de résistance. Le journal

de la POR de Silésie, *Wolny Robotnik*, (l'Ouvrier libre), écrivait au début de l'année : « Nous devons continuer à coopérer étroitement avec les structures de Solidarnosc dans les entreprises où elles continuent d'exister. La POR non seulement prône une telle coopération mais de plus elle la considère comme une obligation organisationnelle. »

La POR considère les débats stratégiques en cours dans Solidarnosc comme une nécessité. Mais comme l'explique un membre de la commission exécutive, dans une interview envoyée à diverses publications de gauche à l'extérieur de la Pologne : « Ce que nous avons à faire, c'est intégrer les luttes de chaque jour à une perspective politique élargie. Cela veut dire que nous devons faire le lien entre les luttes d'aujourd'hui et la stratégie nécessaire pour que la classe ouvrière parvienne au contrôle démocratique direct et à la direction de l'économie et de l'Etat.¹ »

Avec cette démarche, l'Opposition ouvrière a commencé par se délimiter autour d'une plateforme politique², dont les axes fondamentaux sont la nécessité d'une révolution en Pologne, le développement de l'auto-organ-

sation ouvrière, la lutte pour une réelle indépendance nationale et une société fondée sur l'autogestion démocratique, la socialisation des moyens de production et le pluralisme politique. Fait remarquable, la plate-forme de la POR stipule que « le mouvement ouvrier polonais peut et même doit tirer des forces de la solidarité internationale des travailleurs », c'est-à-dire de la « coopération étroite entre les composantes nationales du mouvement ouvrier révolutionnaire » et de « l'interaction entre le développement de la lutte des classes par exemple en Pologne, en Union soviétique et en Grande-Bretagne ».

L'apparition de l'Opposition ouvrière est le produit de l'expérience de plusieurs structures de Solidarnosc. En Silésie par exemple, le Comité de soutien aux réprimés s'est rapidement heurté aux autorités ecclésiastiques. Celles-ci centralisent une grande partie de l'aide humanitaire provenant d'Europe occidentale. Mais les curés n'ont pas toujours la même conception du partage de cette aide que les militants ouvriers. Il est ainsi arrivé qu'un curé refuse de soutenir la compagne de tel militant emprisonné, sous prétexte qu'elle n'était pas mariée et que son enfant était illégitime. *Glosno*, l'organe de la Commission provisoire de coordination de Solidarnosc des mines de Silésie (TKKG), avait en septembre 1984, fait état de telles pressions de la part des autorités.

Des divergences sont également apparues à plusieurs reprises avec la direction clandestine de Solidarnosc. Au printemps 1985, l'appel à une grève générale annulé au dernier moment avait entraîné des effets très négatifs pour nombre de structu-

res d'entreprise du syndicat clandestin. Celles qui avaient tout fait pour la réussite de la grève se trouvèrent exposées à la répression et au mécontentement d'une base se sentant manipulée.

De même, l'attitude de la direction clandestine de Solidarnosc (RKW) de la région de Silésie face à la grève des mineurs britanniques et aux livraisons de charbon polonais à la Grande-Bretagne fit l'objet d'un autre désaccord. En Silésie, deux structures — la TKKG, déjà mentionnée, et l'Union des conseils ouvriers du mouvement polonais de résistance (ZRP-PRO) — décidèrent d'apporter leur soutien aux mineurs britanniques en grève. A l'inverse, la RKW publia des pamphlets contre ce mouvement et contre ceux qui, en Pologne, s'en déclaraient solidaires. Ainsi, pour les militants de la TKKG et de la ZRP-PRO, la coordination de

structures sur une plate-forme de lutte de classe apparut comme une nécessité.

Dans d'autres régions — en particulier à Varsovie —, certains groupes d'opposition qui s'étaient heurtés à des problèmes semblables parvinrent dans le même temps à une conclusion similaire. Ce processus déboucha sur une collaboration inter-régionale de diverses structures de la gauche de Solidarnosc et aboutit à la formation de l'Entente de l'opposition ouvrière, au printemps 1985.

La POR reste actuellement une organisation réduite. Elle publie trois journaux : son organe central, *Przelom*, qui reproduit pour l'essentiel les prises de positions officielles de son comité exécutif et deux organes régionaux, *Front Robotniczy* (*Front ouvrier*) pour la région de Mazovie et *Wolny Robotnik* en Haute-Silésie. Des groupes existent dans plusieurs dizaines de

ville et la POR dispose également d'une petite implantation parmi les paysans. Si dans quelques cas, l'Entente a gagné l'hégémonie au sein de Solidarnosc, de telles situations demeurent encore exceptionnelles. Cela tient en premier lieu à la diversité des groupes ayant constitué la POR. Certains jouissaient d'une implantation déjà ancienne et étaient à l'origine des structures d'entreprise de Solidarnosc. D'autres étaient des regroupements de militants autour de bulletins clandestins. D'autres encore avaient été des regroupements de réflexion de militants, actifs dans le syndicat et cherchant, par leur propre élaboration, à pallier aux graves lacunes stratégiques et tactiques de leur mouvement.

Quels qu'en soient ses limites, l'apparition de l'opposition ouvrière est un fait d'importance. C'est en effet la première fois qu'une organisation se réclamant

de la révolution et du socialisme et jouissant d'une implantation réelle — comme en témoigne sa capacité de maintenir dans la clandestinité son actuel président repéré par la police politique, Damian Dziubelski — apparaît en Europe de l'Est. Sa plate-forme, comme son programme d'action, issus des meilleures traditions radicales de Solidarnosc, constitue une élaboration originale et de grande valeur. Chacun aura remarqué que les préoccupations de l'Opposition ouvrière rejoignent celles des organisations de la gauche révolutionnaire d'Europe capitaliste.

C'est donc un devoir pour tous ceux qui luttent pour la révolution socialiste de soutenir par tous les moyens et de populariser cette expérience.

Cyril Smuga

1. Voir *Inprecor* n° 221 du 9 juin 1986
2. Publié en français notamment dans *Inprecor* n° 208 du 2 décembre 1985.

La POR, une organisation née de l'expérience de plusieurs structures de Solidarnosc.



Le pouvoir au peuple

L'Entente de l'opposition ouvrière a récemment publié son programme d'action. Un document particulièrement instructif et vivifiant.

La POR a élaboré un programme d'action, paru dans un numéro spécial de son organe central *Przelom* (la Brèche). Ce qui leur permet d'établir un lien entre la perspective stratégique mise en avant et les luttes d'aujourd'hui. On lit ainsi dans le préambule : « Dans ce programme, comme en général dans notre réflexion et notre action politiques, nous nous plaçons du point de vue des besoins objectifs de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, et non du point de vue des possibi-

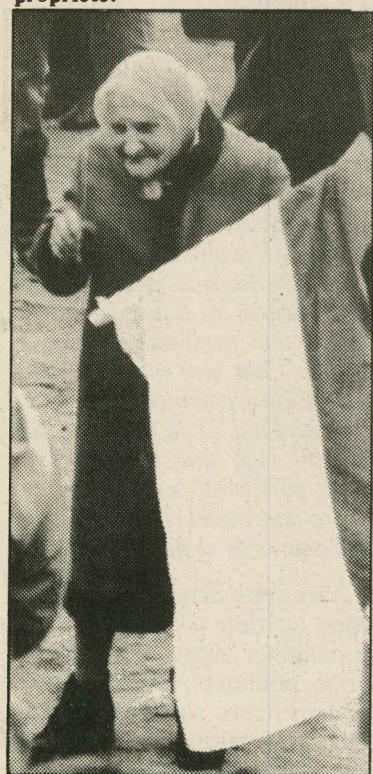
tés "subjectives" du pouvoir bureaucratique incapable. Car accepter de telles limites ne pourrait signifier que l'acceptation fataliste de la nécessité socio-politique de la domination de la bureaucratie totalitaire et conduirait à se laisser enfermer de son plein gré dans "le marais réformiste". »

Une présentation de la crise économique polonaise, qualifiée comme devant conduire à un effondrement économique, suit : « La bureaucratie, lit-on, essaye de se défendre à nos frais devant une telle perspective, en accélérant

le rythme de la diminution du niveau de vie et en nous servant encore plus la ceinture. C'est à cela que sert la réforme économique sans cesse "améliorée". Elle conduit à une modification substantielle du partage du revenu national au détriment des travailleurs. C'est à cela que servent "l'autofinancement des entreprises", le "calcul économique", la "politique de l'argent difficile" [la restriction du crédit, NDLR], ou encore la dernière innovation, la réintroduction du marché des capitaux sous la forme d'émissions d'obligations

par les entreprises. Pour les groupes privilégiés et les plus riches est ainsi créée la possibilité d'accroître leurs privilèges et de s'enrichir, la possibilité d'appropriation privée de la valeur produite par les ouvriers. »

La POR avance donc une série de revendications visant à défendre le niveau de vie des travailleurs : l'échelle mobile des salaires et l'échelle mobile des prestations sociales pour lutter contre la baisse du salaire réel consécutive aux augmentations incessantes des prix ; la réduction



« Ne laissons pas détruire notre propriété. »

tion du temps de travail, avec maintien des salaires, partout où la continuité du processus du travail ne peut être assurée du fait du désordre bureaucratique, et, en premier lieu, pour tous les travailleurs qui travaillent dans des conditions épouvantables ; la réduction des écarts de salaires par l'introduction d'augmentations automatiques des plus bas salaires, au sein du mécanisme

« Nous nous plaçons du point de vue des besoins objectifs de la classe ouvrière. »

de l'échelle mobile ; la diminution des inégalités dans l'accès au logement par l'instauration d'une allocation versée à tous ceux qui ne disposent pas d'une surface habitable minimale par personne, allocation financée

par un loyer progressif pour tous ceux qui disposent d'une surface habitable supérieure à dix-neuf mètres carrés par personne.

Le programme d'action de la POR ne se limite pourtant pas à l'amélioration des conditions de vie. Une partie importante est consacrée à la défense de l'économie nationale : « Autour de nous, les exemples de gaspillage bureaucratique, d'irrationalité économique et d'activités économiques criminelles de la bureaucratie abondent. Pourtant, il s'agit de nos usines ! Ne laissons pas détruire notre propriété. Plus la bureaucratie détruira, et moins nous tous, en tant que société, pourrons distribuer. L'anarchie économique et le sabotage de la bureaucratie doivent être pourchassés à chaque pas. Il faut les rendre publics, protester, intenter des procès contre les responsables et si cela est nécessaire faire grève en défense de nos usines, de notre richesse nationale commune.

Plus nous serons capables d'empêcher la bureaucratie de dévaster, et plus nous pourrions avoir. Plus vite la bureaucratie perdra le pouvoir, et moins elle pourra dévaster. Mais en attendant, surveillons-là ! »

Dans ce cadre, la POR propose notamment de lutter pour défendre la qualité des produits et de s'opposer aux normes de rendement individuelles, plaçant l'ouvrier dans l'obligation de faire fi de la qualité de sa production. Il en va de même de la bataille contre le gaspillage du temps de travail, consécutif à la désorganisation du processus de travail. Le programme de la POR exige l'abrogation du « secret commercial » qui ne sert qu'à dissimuler la gabegie bureaucratique. Il propose de développer la pression — par la mobilisation sociale mais aussi par l'analyse scientifique détaillée — contre les inégalités de développement économique, fruit des intérêts particuliers des cliques bureaucratiques. Ce qui le conduit à proposer l'élaboration des projets économiques alternatifs, premier pas vers la future planification démocratique.

« Plus vite la bureaucratie perdra le pouvoir et moins elle pourra dévaster. En attendant, surveillons-là. »

C'est en développant diverses formes d'auto-organisation des travailleurs — dans les entreprises mais aussi dans les quartiers — que la POR propose d'œuvrer à la réalisation des revendications formulées dans son programme d'action. Dans les usines, cela peut prendre la forme de la mise sur pied — en collaboration étroite avec les structures syndicales clandestines, là où elles existent — de diverses commissions chargées de préparer la lutte d'ensemble des travailleurs, autour de divers problèmes concrets. Une commission statistiques pourrait par exemple calculer l'augmentation du coût de la vie, en vue de chiffrer les augmentations compensatoires nécessaires. Une commission d'hygiène et de sécurité se verrait chargée de dévoiler la violation de normes et de préparer, si nécessaire, la lutte sur ces questions. Une commission d'auto-provisionnement associerait l'achat en gros auprès des paysans et approvisionnerait ainsi les travailleurs à des prix moindres que ceux du marché officiel. Une commission sociale garantirait une répartition équitable des divers avantages en nature (va-

cances, colonies, logements, etc.) au sein de l'entreprise, rendant simultanément publics les abus bureaucratiques. Une commission de la caisse de résistance rassemblerait les fonds pour la défense des travailleurs réprimés. Une commission de contrôle ouvrier représenterait un « élément essentiel pour limiter le gaspillage bureaucratique et, en même temps, un véritable "shadow cabinet" élaborant les propositions et les programmes économiques en vue du jour où le pouvoir de la bureaucratie totalitaire sera renversé ». Une commission de défense politique aurait pour rôle d'assurer la circulation de la presse ou des éditions indépendantes dans l'entreprise et d'organiser la lutte pour la défense des prisonniers de conscience. Enfin une commission de la garde ouvrière serait chargée de l'autodéfense et préparerait la mise en place d'une milice ouvrière en vue de la grève avec occupation. Dans le même esprit, au sein des quartiers, la POR propose de constituer des comités indépendants de locataires, capables de prendre en charge les problèmes de

logement et de défense de l'environnement.

La différence entre ce programme d'action et les divers documents émanant de la direction clandestine de Solidarnosc

Une commission, véritable « shadow cabinet » ouvrier.

saute aux yeux. Dans l'introduction de son programme d'action on peut lire : « Nous reprendrons notre propriété et de notre pouvoir par la force. L'Etat populaire c'est nous, les travailleurs. Eux, ne sont qu'un appareil révolté et usurpateur ! Les socialistes, c'est nous, les travailleurs. Eux, ne sont qu'une mafia de parasites, de voleurs et de saboteurs ! (...) Ce pays, cet Etat et cette économie appartiennent au peuple travailleur des villes et des campagnes, comme le dit la Constitution. Et aujourd'hui, c'est ce peuple qui revendique la propriété et son pouvoir. A bas le "pouvoir populaire", exigeons le pouvoir du peuple ! »



« Nous reprendrons notre propriété et notre pouvoir par la force. Eux ne sont qu'une mafia de parasites, de voleurs et de saboteurs. »



Itinéraire d'un militant

Fils de mineur, chauffeur de camion dans le service départemental des eaux et canalisations, Damian Dziubelski devient en 1980 président de Solidarnosc dans son entreprise. Il a alors vingt et un ans et jouit d'une exceptionnelle autorité.

En décembre 1981, après le coup d'Etat du général Jaruzelski, il commence à organiser l'aide aux réprimés. C'est en collectant des vêtements pour les militants internés qu'il tombe dans un traquenard policier, il est emprisonné à son tour dans le camp de Zabrze.

Libéré, il rejoint le Comité de soutien aux réprimés qui agit en Silésie. Cette organisation entrera ultérieurement au sein de l'Union des conseils ouvriers du mouvement polonais de résistance (ZRP-PRO). Sous le pseudonyme de « Dawid » ou de « Dédé », Dziubelski prend alors la tête du regroupement de vingt-six conseils ouvriers clandestins. Avec la ZRP-PRO, il participe à la fondation de l'Entente de l'opposition ouvrière (POR). Arrêté plusieurs fois, licencié à de nombreuses reprises, Dziubelski connaît alors le sort de tout activiste ouvrier en Pologne. A l'occasion de tous les anniversaires symboliques, la police le recherche pour l'empêcher de

participer à des actions de Solidarnosc.

Arrêté, il ne manque pas une occasion de mobiliser ses camarades de prison. « Mariz », un autre militant, raconte : « Avant le 1^{er} Mai, ils ont arrêté de nombreux militants. Nous avons été emprisonnés dans une prison militaire. Le 1^{er} Mai on a eu droit à la promenade. A un moment, Dédé a dit à haute voix : "Les gars, le 1^{er} Mai, c'est notre fête ouvrière, il faut chanter." Il a commencé par l'Internationale et poursuivi par l'hymne polonais. Nous nous sommes tous joints à lui. C'était inoubliable... »

Embauché comme chauffeur dans l'entreprise de transports PKS de Gliwice, Dziubelski est de ceux qui imposent à la direction le maintien de la prime de service qu'elle avait supprimée. En février 1986, la police politique fait irruption dans une imprimerie clandestine de la POR. Grâce à un extraordinaire sang-froid, Damian Dziubelski parvient à s'échapper. Mais, reconnu par les flics, il est désormais un « clandestin ». Elu président de l'Entente de l'opposition ouvrière, il devient ainsi un révolutionnaire professionnel.

C. S.

LE PLAISIR DES SENS

Du quartier ouvrier de Belfort à un Yiddishland imaginaire, en passant par la civilisation aztèque ou le Canada, Alain Gerber raconte ses passions dans une langue parfaitement maîtrisée. Un personnage court à travers tous ses livres : l'écrivain.



□ *La littérature et le jazz sont venus comme des éblouissements pour le petit Alain Gerber ?*

Alain Gerber — Je viens d'une famille de province où mes parents accédaient à la petite bourgeoisie, mes grands-parents étant de milieu ouvrier ou paysan. Chez nous, les équipements culturels se réduisaient à la radio et un peu aux livres.

Quand je suis entré en seconde, à Belfort, j'ai eu un professeur qui allait avoir une énorme importance pour moi : Henri Baudin. Il avait décidé que tous les jours il ferait bénévolement, pour ceux qui le désiraient, une heure où il nous parlerait de tout ce qui n'était pas au programme. Cela comprenait la littérature un peu interdite, notamment surréaliste, la littérature contemporaine, les littératures étrangères, le cinéma et la musique.

Lors du dernier cours de l'année, il a fait une initiation à la musique contemporaine, Fauré, Debussy, Ravel. Et, vraiment cinq minutes avant la cloche, il met *The man I love* par Miles Davis et Thelonious Monk¹. Pour moi, c'était la musique de la lune mais j'ai dit : « Ça, c'est ma musique ! ». Schoenberg, Stra-

vinsky, tous m'avaient laissé de marbre sauf ce disque.

Henri Baudin nous a aussi poussés à écrire des pièces de théâtre. J'écrivais soit du sous-Beckett ou du sous-Ionesco, soit du sous-Brecht. Lui voyait bien les limites de ce que l'on faisait mais il nous poussait quand même, nous disant que c'était plein de promesses. Je l'ai presque trop cru : je me suis tellement pensé écrivain que ce n'était plus la peine de le prouver et j'ai cessé d'écrire. Il n'y avait apparemment aucune chance que je renoue un jour avec la littérature. Ma seule façon d'écrire était ma collaboration à *Jazz-magazine*, à partir de 1964.

□ *Vous êtes devenu journaliste après avoir enseigné la philosophie...*

A. G. — Ayant perdu mon emploi d'enseignant faute d'avoir passé un concours de titularisation, j'ai eu diverses activités. Jean-Louis Ginibre, rédacteur en chef de *Lui*, me propose d'écrire pour ce journal. Au bout de deux mois, il me demande deux articles de fond. Je fais un premier article sur la passion un peu folle et pas complètement lucide, je le reconnais, que j'avais pour Sartre. Consternation ! Ce

qu'ils voulaient, à cette époque (1969), c'était un article contre Sartre. Par-dessus le marché, je récidive à propos des premiers enlèvements de diplomates américains en Amérique du Sud, en expliquant qu'il ne s'agissait pas de diplomates mais d'envoyés de la CIA, apprenant aux gens à torturer et que c'était bien fait pour leur gueule ; le tout sous le titre : « *Pas de pitié pour les diplomates ravis* ». Les articles sont parus mais on a cessé de m'en demander.

J'échouais, après six mois de chômage, dans un journal du genre *Union*. J'y faisais tout : les lettres de lecteurs — on était obligé d'en faire de fausses pour qu'elles aient l'air vraies, celles que l'on recevait ayant l'air fausses —, les réponses du médecin et puis les articles de fond et de tréfonds.

□ *Vous aviez l'impression de commencer à toucher le fond ?*

A. G. — Je n'irai pas jusqu'à dire que j'avais du mal à me regarder dans ma glace le matin, mais je me disais : « *Vraiment, en arriver là...* ». Je me disais que j'avais raté ce que je pouvais faire et, par une sorte de

mouvement nostalgique, je décidais d'écrire ce moment où il me semblait que tout aurait pu être formidable si j'avais saisi ma chance ; ces trois mois de vacances suivant le deuxième bac où on allait chez un copain dont les parents psychiatres avaient porte et table ouvertes à n'importe quelle heure du jour et de la nuit.

Raconter tout cela c'était me dire : « *Tu as fait quelque chose dans ta vie et il y en a des preuves consignées.* » Ce sera *la Couleur orange*². L'impact commercial fut à peu près nul, comme la plupart des premiers romans. J'ai dû en vendre six ou sept cents, mais j'ai commencé à me prendre pour un écrivain. Le troisième, *le Plaisir des sens*, celui dont je suis le plus content, a eu encore un peu plus d'audience mais tout cela restait du domaine du succès d'estime.

Puis, avec *le Faubourg des coups de trique*, vint le décollage inattendu. Pour le

menché, comme tout le monde, par l'autobiographie.

Il faudrait savoir pourquoi ces identifications marchent. *Une rumeur d'éléphant* doit correspondre à des affinités profondes en moi avec la culture juive. Pas seulement en littérature, je suis particulièrement touché par le jazz *West coast*, qui compte beaucoup de Juifs parmi ses principaux représentants. C'est pareil pour le cinéma comique juif américain.

En même temps, c'est une infirmité. Je serais incapable d'écrire un roman sur le Paris de 1986, n'en ayant pas l'envie. Cette veine juive d'Europe centrale où j'ai envie de m'arrêter, je m'y sens bien. Les autres ont été plus ou moins des échecs. Il faut dire que je fais partie de ces gens à qui un adjectif de critique fera toujours beaucoup plus de peine que trois colonnes de louanges. Chaque fois, je retiens les deux ou trois



Alain Gerber. A l'écoute de la « musique de la lune ».

quatrième, je reçois un coup de fil m'invitant à l'émission de rentrée de Bernard Pivot. Je fus très mauvais, mort de peur, mais c'était encore l'époque où il suffisait de montrer sa gueule... Cela a tout changé. Je suis passé de moins de mille exemplaires vendus à plus de vingt-neuf mille et je ne suis plus redescendu en dessous.

□ *Quand on suit la parution de vos livres au fil des années, une chose est frappante. C'est cette capacité déconcertante de changer du tout ou tout votre façon d'écrire. Êtes-vous un écrivain-caméléon ?*

A. G. — Je crois que c'est lié à des passions. Mais je crois que le premier personnage que j'invente, c'est l'écrivain et c'est à chaque fois un écrivain différent. J'en ai besoin. Peut-être pour des raisons de pudeur, j'ai du mal à écrire non masqué, même si j'ai com-

critiques négatives qui tombent, pour me dire que c'est une impasse et qu'il faut voir ailleurs. C'est un réflexe enfantin ; les enfants veulent que tout le monde les aime.

Propos recueillis par Jean-Jacques Larédo

1. On trouve ce morceau (et ses deux prises « historiques » du 24 décembre 1954) sur le disque *Miles Davis and the modern jazz giants*. Disques Prestige.

2. Depuis 1975, Alain Gerber a publié neuf romans : *la Couleur orange*, *le Buffet de la gare*, *le Plaisir des sens*, *le Faubourg des coups de trique*, *Une sorte de bleu*, *le Jade et l'obsidienne*, *le Lapin de poche*, *Une rumeur d'éléphant* et *les Heureux Jours de monsieur Ghichka*. Il est également l'auteur d'un recueil de nouvelles, *les Jours de vin et de roses*. Ces livres sont édités par Robert Laffont et sont, pour la plupart, publiés par le Livre de poche. Les éditions Parenthèse ont publié, dans leur collection consacrée au jazz, *Epistrophe*, l'étude d'Alain Gerber, *le Cas Coltrane*.

Son dernier livre paru

ALAIN GERBER
LES HEUREUX
JOURS
DE MONSIEUR
GHICHKA
roman

ROBERT LAFFONT

MEMOIRE CORSE

Un livre de Gabriel Culioli

L'histoire commence au début du siècle et s'achève aujourd'hui. C'est l'histoire de la Corse, écrite par un Corse et racontée à travers l'histoire d'un clan.

Chera, c'est le nom d'un petit village au sud de la Corse, perché dans l'Alta Rocca. C'est aussi le village des Culioli. Un village classique, composé de cultivateurs et de bergers, qui va traverser ce siècle comme tous les villages corses. Deux personnages centraux dominent la famille : Dominique, l'instituteur et Xavier, qui deviendra par la suite l'un des chefs de la police de Marseille.

Le petit-fils de Dominique, Gabriel, est né en 1952 et habite aujourd'hui Paris. Mais chaque année, il retourne dans son village de Chera jusqu'au jour où il découvre, dans la maison familiale, une pile de cahiers ; c'est le journal de Dominique. Muni de ce trésor et des confidences difficilement arrachées à l'aïeul, Gabriel Culioli prend son stylo pour nous faire entrer dans la famille et nous faire

connaître du même coup le peuple corse au plus profond.

Ce livre, passionnant du début à la fin, nous entraîne, avec complicité, dans toutes les aventures de la famille Culioli. Dans cette grande fresque, l'auteur nous fait partager les joies et les peines de ce véritable clan. Nous partageons l'émotion du jeune Antoine qui, en 1908, quitte son village pour aller à l'école normale d'instituteurs d'Ajaccio. Nous saisissons l'émotion des villageois lorsque pénètre la première montre qui va chambouler bien des habitudes. Ces scènes attachantes de la vie quotidienne alternent avec d'autres événements nous permettant de comprendre la société corse : sens de l'honneur, guerre des clans, vendettas, arrivée des travailleurs italiens, impact des deux grandes guerres sur la famille et départ de certains pour la France. L'oncle Xavier se retrouve ainsi à la tête de la police de Marseille. Mais il est d'abord corse avant d'être flic et sa pratique pour stopper l'acti-

tivité des anciens collabos dans la ville nous vaut quelques récits savoureux.

La Corse d'autrefois et celle d'aujourd'hui — avec, entre autres, l'activité du FLNC — sont toutes deux présentes dans ce livre pour faire comprendre et aimer un pays dont les odeurs et les couleurs, décrites avec amour et talent, ne sont pas principalement réservées aux touristes.

« Tant que la mémoire est là, les êtres, la famille et le pays continuent de vivre. N'oublie pas ta promesse. Tu dois la tenir quoi qu'il arrive, parce que l'oubli est le plus grand des mensonges. » Ces propos tenus à Gabriel par son vieil oncle, ressemblent à s'y méprendre à ceux de Jean-Marie Tjibaou, quand il s'adresse à son peuple. Ce sont les propos d'un peuple opprimé, et Gabriel Culioli a largement tenu sa promesse en écrivant un ouvrage à ne pas manquer.

Alain Krivine
Gabriel Culioli. *La Terre des seigneurs*. Editions Lieu commun. 376 pages. 120 francs.



★ Samedi 22 h (TF 1), reprise du « Droit de réponse » consacré aux Big boss, avec Hersant et J.-B. Doumeng.
★ Dimanche 20 h 30 (TF 1), *Ces merveilleux sous volants dans leurs drôles de machines*. Sur un prétexte assez voisin, Blake Edwards avait réalisé une savoureuse *Grande Course autour du monde*. Ken Annakin a filmé sans aucun génie un film écrit sans lui par des scénaristes payés à la ligne.

22 h 30 (FR 3) *Fury*, de Fritz Lang avec Spencer Tracy. Fuyant l'Allemagne nazie, Lang débarqua aux Etats-Unis en 1934, après une brève escale en France. Etabli au milieu de la colonie émigrée européenne, il va aussitôt (et grâce à J.-L. Mankiewicz) tourner deux chefs-d'œuvre : *Fury* puis *J'ai le droit de vivre* : deux réquisitoires implacables en défense de l'individu qu'il a vu écrasé par les nazis, et qu'il décrit aliéné dans un pays qu'on lui présentait comme celui de liberté...

★ Lundi 20 h 35 (FR 3) *le Train*, de John Frankenheimer, avec Burt Lancaster, P. Scofield, J. Moreau et Michel Simon. C'est un film raté et néanmoins, c'est presque un chef-d'œuvre ! Presque, parce qu'il manque peut-être à ce très bon thème la réponse ambiguë que voulait donner Arthur Penn, initialement pressenti, mais « remercié » par Burt Lancaster, en désaccord avec son point de vue.

★ Mardi 21 h 35 (TF 1) *la Truite*, de Joseph Losey avec I. Huppert, J.-P. Cassel, J. Moreau d'après le roman de Roger Vaillant. « Beau » film raté parce que Losey a été vampirisé par Toscan du Plantier, l'ex-gourou de la Gaumont pour qui un film « beau » (c'est-à-dire riche et chic) est nécessairement bon... Or, précisément, le luxe sert mal à cette adaptation d'un roman qui portait un regard critique sur la décadence de nos sociétés occidentales perverses par le luxe et le fric !

22 h 35 (FR 3) *les Noces de Figaro*, opéra bouffe de Mozart d'après l'œuvre de Beaumarchais, enregistré lors du dernier festival d'Aix.

★ Vendredi 23 h (A 2) *De Mayerling à Sarajevo* de Max Ophüls, avec E. Feuillère et J. Lodge. Tourné après le *Mayerling* d'A. Litvak (dont il se voulait un peu la « suite »...) le film d'Ophüls se rattache à la tradition des films « Vienne 1900 ». S'y déroule le destin politique et romantique d'une dynastie qui préfigure à travers son destin tragique, la fin sanglante de l'empire austro-hongrois.

Michel Laszlo

CINEMA

□ DEAN, RAY, KAZAN.

James Dean n'est pas mort. On connaît les tonnes et les kilomètres de choses dites sur le sujet. Derrière, il y avait Nicholas Ray (*la Fureur de vivre*) et Elia Kazan (*A l'Est d'Eden*). Ray, surtout. Ils sont l'un et l'autre, et Dean avec eux, dans ce frémissement inquiet qu'est la vie, dans cette maladresse à être, dans cette recherche maladroite d'un bonheur qui est tout juste possible. A l'heure où la débilité NRJ-reaganienne des films américains « d'adolescents » nous laisse sans voix et sans oreilles, la ressortie de ces deux films est un événement rare. Quelque chose qui vient de très loin, l'intelligence, le scrupule, la lucidité.

□ GENESIS, de Mrinal Sen. Fuyant l'esclavage, deux déshérités, l'un tisserand, l'autre agriculteur, s'installent dans un village en ruines. Un marchand des environs les exploite tranquillement. Une jeune femme, hantée par le souvenir de sa famille morte, se joint à eux. Dans leur ébauche de paradis, ils découvri-



ront en même temps l'exploitation de l'homme par l'homme, la jalousie, la haine et le désir d'appropriation. Fable ou conte philosophique indien autant qu'universel, *Genesis* se raccroche par son allure biblique et ses intentions à un commentaire sur l'origine de toutes choses, la perte du paradis et le poids du péché. Cependant, Sen est toujours dans la matérialité des choses et la réalité de l'existence concrète.

Ainsi, ce récit contourné de la genèse est-il exempt de toute spiritualité non nécessaire, à l'exception de l'admirable personnage de femme. Tous les paradis perdus à elle seule.

□ OPERA DO MALANDRO, de Ruy Guerra. Une comédie musicale brésilienne (il n'y manque pas même une petite pincée de



football) à base de mauvais garçons gominés (les malandros), de prostituées mythiques et de corruption sociale. Ruy Guerra, dans le Brésil de 1942, à cheval entre la guerre et la paix, les Alliés et l'Axe, « l'Estado novo » fascisant et la marginalité nonchalante des malandros, rend hommage à la grande comédie musicale

hollywoodienne. Un hommage un peu « tordu », quelque chose qui en vaut la peine. Brésilien avant tout, pour ne pas oublier que l'angélisme hollywoodien (ou supposé tel) mérite bien quelques crocs-en-jambe dans un pays où le cinéma n'a été grand que dans sa proximité avec les réalités sociales.

AUTODAFES

Vingt ans après « l'affaire des Paravents », l'histoire bégaye. Les cultureux naziöides ont ressorti leurs barres de fer en entendant le mot culture. Rien que la semaine passée :

— Attaque de l'expo de Rico (et de Rico...) et saccage de ses œuvres aux ateliers de la rue Hélène, dans le 17^e arrondissement.

— Déboulé d'ayatollahs intégristes version Lefebvre, contre le Théâtre inachevé, « coupable » de vouloir interpréter sur la tombe de Louis XVI la pièce de la surréaliste Léonora Carrington, *Pénélope*.

— Destruction par Schostek, maire RPR de Châtillon-sous-Bagneux, d'une fontaine et de fresques murales réalisées par deux sculpteurs qui avaient eu le « tort » d'accepter la commande de la précédente mairie communiste.

Lors des éruptions fascistes contre Blin et Genet, Malraux, ministre de la Culture, ne céda à aucune pression (même à celles de ses « collègues » du gouvernement) et déclara même à l'Assemblée : « La liberté n'a pas toujours les mains propres ; ni vous ni moi ne savons où la poésie prend racine... » A propos des trois progromes cités plus haut, vous avez entendu Léotard ou de Charette ouvrir leur mangeoire libérale pour condamner ces autodafes culturels, vous ? Moi, non !

M. L.

ROUGE

SOMMAIRE

Parade
chez Liberty-fric
pages 2, 3, 4

C'est à dire
page 5

Navale
Interview de R. Dimo
page 6

Alençon
Trop, c'est trop
page 7

Un été noir
Page 8

Courts métrages
pages 10, 11

Tchernobyl-
sur-Pacifique
pages 12, 13

Nicaragua
Reagan ne renonce pas
page 14

Pologne
Opposants
socialistes
et ouvriers
pages 15, 16, 17

Alain Gerber
Le plaisir des sens
page 18

Livraisons
page 19

☆ Hebdomadaire édité par la
société Presse-Edition-Communi-
cation SARL au capital de
70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue
de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication
et responsable de la rédaction :
Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes
groupées).

☆ Composition, impression :
Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

CAMP D'ETE DEMANDEZ LE PROGRAMME !



DIMANCHE

● **Table ronde :**
Chômage, précarité, racisme... A
bas la crise !

● **Commissions**
- Lénine et la presse.
- Cinéma made in USA ou l'idéo-
logie de Rambo.
- Irlande.
- Le fascisme aujourd'hui, de
Rome à Paris.
- Mai 68 (Alain Krivine).
- En France, les jeunes contre le
racisme (avec Mehdi Lallaoui, au-
teur de *Beurs de Seine*, un représen-
tant de la FASTI, des Nanas beurs
et de comités antiracistes, Stop-ra-
cisme...).
- Ça pète dans les ghettos britan-
niques.
- RFA, France, des têtes de Turcs
partout. Avec des membres de
l'équipe La Découverte, ayant as-
suré la traduction du livre de Wal-
raff.

LUNDI

● **Tables rondes**
Faites chauffer l'école... et la fac.
Chômage : ne pas subir, agir contre
la galère.
Jeunes en boîte : les jeunes, les
entreprises et les syndicats.

● **Commissions**
- Jeunes et bidonvilles (Mexique).
- Terrorisme ? Quesako ?
- Jeunes et médias.
- Où en est Solidarnosc ?
- Qui est Trotsky ?
- Femmes et immigrées.
- Que s'est-il passé au Vietnam ?
- Khadafi
- Portugal, Italie, France... A cha-
cun son PC.

● **Meeting**
Apartheid no ! La lutte des Noirs
en Afrique du Sud. Avec des repré-
sentants de la SWAPO, de syndicats
sud-africains du mouvement
anti-apartheid.

MARDI

● **Table ronde**
L'impérialisme et le tiers monde.

● **Commissions**
- Sport, quel sport ? (J.-M. Brohm,
de la revue *Quel corps ?*)
- Cuba, si !
- La IV^e Internationale et la guerre
(J. Fourrier et A. Calves).

- Homos et lesbiennes.
- Rosa Luxemburg.
- Faim et show-bizz.
- Où vont les Philippines ?
- Après Tchernobyl, à qui le tour ?
Avec des représentants des Verts de
RFA.
- Mexicaines ou africaines, elle
veulent tous leurs droits ! Avec des
femmes mexicaines ou brésiliennes.
- Turquie.

MERCREDI

● **Table ronde :**
C'est la crise : vive les luttes des
travailleurs en Europe !

● **Commissions**
- Pour tous ceux venus de France :
les JCR, pourquoi, comment, pour
qui ?
- Rencontres interdélégations :
Français-Anglais, Belges-Italiens,
Espagnols-Hollandais et vice-versa.
Après un buffet campagnard, soirée
avec Sarah Alexander, chanteuse
israélienne, qui a notamment chanté
à plusieurs reprises avec le Palesti-
nien Imad Saleh.

JEUDI

● **Table ronde**
Les femmes et l'emploi.

● **Commissions :**
- *Biba, Elle ou Marie-Claire*, c'est
ça la presse pour les femmes ?
- Jeune, femme et révolutionnaire :
notre place dans nos organisations
(non mixte).
- Femmes et mouvement de la
paix.
- Quelle lutte pour l'avortement ?
- Sexualité et révolution russe.
- Sexualité et contraception (non
mixte).
- Femmes et mouvement ouvrier.
- Famille, violence et sexualité.

● **Meeting**
Vive le Nicaragua libre ! Avec des
représentants de la Jeunesse sandi-
niste ou du Comité Nicaragua à
Paris.

VENDREDI

● **Commissions**
- La IV^e Internationale aujourd'hui.
- Le Goulag hier et aujourd'hui.
- Etat espagnol et OTAN.
- La révolution chinoise.
- L'armée.
- Pinochet : treize ans après.
- Tracts, affiches, canards... (atelier
agit'prop).
- La révolution russe.
- La Palestine et le sionisme.

● **Meeting de clôture**
Vive la révolution !

ET TOUS LES JOURS

Des ateliers de sérigraphie, self-dé-
fense, chant, sérigraphie, ciné, théâ-
tre, agit'prop, volley, foot, etc. Avec
en prime pour finir, un grand
concert de rock.

Pour tout renseignement : 9, rue de Tunis. 75011 Paris. Tél : 43 67 87 58

ABONNEMENT DE SOUTIEN 3 MOIS, 200 FRANCS AVEC LA REVUE MENSUELLE CRITIQUE COMMUNISTE

Nom : Prénom :
Adresse :
Ville : Code postal :

Règlement à retourner à l'ordre de la PEC.
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52: Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			